

# RAPPORT ANNUEL 2003



Pour chaque enfant  
Santé, Éducation, Égalité, Protection  
FAISONS AVANCER L'HUMANITÉ

unicef 

# NOS PRIORITÉS

**Pour la période 2002-2005, nous travaillons pour que :**

**Chaque jeune enfant** ait toutes les chances de survivre et bénéficie des conditions nécessaires à un bon départ dans la vie.

**Tous les enfants** soient complètement vaccinés et protégés contre les maladies et invalidités.

**Tous les garçons et les filles** suivent jusqu'au bout un enseignement primaire de qualité.

**Tous les jeunes** reçoivent des informations fiables sur la prévention du VIH/SIDA et que les orphelins et autres enfants touchés par la maladie obtiennent le soutien et les soins nécessaires.

**Chaque enfant** soit protégé du danger, des mauvais traitements et de la violence, notamment en période de conflit et en situation d'urgence.

## TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU, KOFI A. ANNAN	2
AVANT-PROPOS DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'UNICEF, CAROL BELLAMY	3
INVESTIR DANS LES PREMIÈRES ANNÉES	5
PROMOUVOIR LA VACCINATION ET LES SOINS DE SANTÉ POUR TOUS LES ENFANTS	9
FAIRE PROGRESSER L'ÉDUCATION DES FILLES	13
VAINCRE LE VIH/SIDA	17
PROTÉGER LES ENFANTS DE LA VIOLENCE ET DE L'EXPLOITATION	21
EFFICACITÉ ET EXCELLENCE EN COULISSES	24
COMITÉS NATIONAUX	30
PARTENAIRES À L'ÉCHELLE MONDIALE	32
ALLIANCES AVEC DES ENTREPRISES À L'ÉCHELLE DES PAYS	34
LES AMBASSADEURS ITINÉRANTS	35
RESSOURCES	36
TABLEAUX, FIGURES ET DIAGRAMMES	
Contributions à l'UNICEF par provenance	37
Contributions à l'UNICEF 2000-2003	38
Programmes de pays : financés par les ressources ordinaires	39
Contribution par habitant à l'UNICEF, rapportée au RNB par habitant	41
Aide directe aux programmes de l'UNICEF, par priorité, 2003	42
Les 20 premiers gouvernements donateurs pour leur contribution aux ressources ordinaires de l'UNICEF, 2003	43
Les 20 premiers comités nationaux donateurs pour leur contribution aux ressources ordinaires de l'UNICEF, 2003	43
Montant total des recettes de l'UNICEF par provenance, 2003	44



La collaboration a toujours été un élément moteur de la mission de l'UNICEF, laquelle consiste à veiller à ce que tous les enfants bénéficient de leur droit à la santé, à l'éducation, à l'égalité et à la protection. Comme le montre ce *Rapport annuel*, l'UNICEF continue de former des partenariats avec les gouvernements, les donateurs, les communautés et les enfants eux-mêmes pour faire de ce monde un monde digne des enfants et, par extension, digne de tous.

Ce rapport présente de façon succincte les nombreuses mesures prises par l'UNICEF et ses partenaires dans le cadre de leur mission visant à réduire les taux de mortalité infantile, à accroître la fréquentation scolaire et à renforcer les lois protégeant les enfants. Les lecteurs verront également par quels moyens l'UNICEF s'emploie avec détermination à protéger les enfants de la maltraitance, de l'exploitation et de la discrimination et à faire en sorte que les droits des enfants ne soient ni oubliés en situation d'urgence — par exemple en cas de guerre ou de catastrophes naturelles — ni bafoués du fait de leur appartenance au sexe féminin, de la pauvreté ou des maladies.

Le bien-être des enfants n'est pas seulement une condition indispensable à la réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire, c'est également une mesure de notre humanité et de la solidarité mondiale. Pourtant, les progrès réalisés depuis que les dirigeants de la planète ont adopté ces objectifs lors du Sommet du Millénaire en 2000 ont été inégaux. Il nous faut être plus résolus et plus vigilants, à mesure que nous nous efforçons d'instaurer les conditions nécessaires à la réalisation des objectifs d'ici à l'échéance de 2015. Il reste beaucoup d'efforts à fournir pour nous acquitter de nos engagements vis-à-vis de cette génération et des générations à venir.

A handwritten signature in black ink, which appears to read 'K. Annan'. The signature is fluid and cursive, with the first letters being larger and more prominent.

Kofi A. Annan  
Secrétaire général des Nations Unies

Nous commençons chaque année en espérant qu'elle sera favorable aux enfants. Les progrès de la médecine, la hausse des taux de fréquentation scolaire et les engagements en faveur du développement suscitent un optimisme tempéré de pragmatisme. Les bilans de fin d'année recensent les succès, mais mettent également en évidence des problèmes non résolus.

Par leurs actions, les adultes mettent souvent en danger les enfants, en privilégiant l'agression plutôt que la concorde, le profit plutôt que les êtres humains ou la terreur plutôt que la tolérance. L'année passée n'a pas échappé à la règle. Les conflits armés, le terrorisme pernicieux, la stagnation économique, l'intolérance et la discrimination en ont fait une année difficile pour les enfants. Les catastrophes naturelles, imprévisibles ou cycliques, ont en outre fait d'innombrables victimes. Et le VIH/SIDA a continué d'attaquer sans relâche les familles, les communautés et les pays.

L'UNICEF s'est joint à d'autres partenaires pour tenter de remédier aux dures réalités que vivent les enfants en 2003. Qu'il s'agisse d'initiatives de grande envergure ou de projets locaux, l'UNICEF a collaboré avec des gouvernements, des organismes donateurs, des organisations non gouvernementales, des groupes confessionnels, des communautés et les enfants eux-mêmes, tous unis dans un seul et même but : faire avancer les droits des jeunes. En tant que membre fondateur du Groupe des Nations Unies pour le développement, créé par le Secrétaire général dans le cadre de la réforme des Nations Unies, nous nous sommes associés à d'autres institutions des Nations Unies pour faire progresser le développement à l'échelle des pays.

Le *Rapport annuel 2003* met l'accent sur notre plan stratégique à moyen terme, le programme de l'UNICEF visant à atteindre les promesses des Objectifs de développement pour le Millénaire. Promouvoir ces objectifs n'a pas été facile, le chemin étant parsemé de détours et d'obstacles. Nous avons commencé l'année en continuant à essayer de protéger les enfants des effets de la guerre en Iraq et nous l'avons terminée dans l'urgence, à la suite du tremblement de terre



catastrophique qui s'est produit en République islamique d'Iran. Et tout au long de l'année, nous avons apporté notre soutien à des opérations de vaccination, des campagnes de scolarisation et des efforts visant à vaincre la faim, l'exploitation des enfants et la pandémie du VIH/SIDA.

Ce rapport souligne les efforts héroïques déployés par un grand nombre de personnes en vue de créer un monde sûr et sain pour les enfants et leurs familles. Je tiens particulièrement à rendre hommage à un des héros de l'UNICEF, Chris Klein-Beekman, qui, avec d'autres membres de la famille des Nations Unies, a trouvé la mort lors de l'attentat qui a eu lieu en août à Bagdad. Il nous laisse en héritage ses idéaux et son dévouement en faveur des enfants.

L'UNICEF ne cessera d'œuvrer pour parvenir au jour où chaque enfant aura véritablement droit à la survie, à la protection et au développement. Ce *Rapport annuel* donne un aperçu des mesures prises à cet effet par l'UNICEF et ses partenaires et des progrès réalisés en vue de se rapprocher de ce jour.

Carol Bellamy  
Directrice générale, UNICEF



# INVESTIR

## DANS LES PREMIÈRES ANNÉES

Les premières années de la vie d'un enfant constituent le fondement même de son avenir. Et si, dans le monde entier, des parents et des familles s'efforcent de donner à leur progéniture les éléments essentiels qui leur permettront de survivre et de s'épanouir, des millions de jeunes enfants restent privés des soins les plus élémentaires.

Chaque année, 11 millions d'enfants meurent avant leur cinquième anniversaire. Ceux qui parviennent à cet âge sont souvent amoindris sur le plan physique, psychologique et intellectuel — privés de la possibilité de réaliser leur potentiel et privant les pays de leur plus grande ressource.

Cette situation n'est pas seulement tragique pour les enfants et leurs familles, elle témoigne également d'un manque de clarté sur le plan humain et économique. D'innombrables études montrent que les investissements en faveur des jeunes enfants donnent des résultats exceptionnels.

### UN BON DÉPART DANS LA VIE

L'UNICEF investit 440 millions de dollars dans le secteur des soins généraux destinés aux jeunes enfants, afin d'édifier les bases solides sur lesquelles on bâtira un avenir prometteur.

Donner aux enfants de meilleures chances commence avant la naissance. Il faut, pour s'occuper des nourrissons, s'occuper également de leur mère. Lorsqu'une mère meurt pendant l'accouchement, le nouveau-né qui lui survit court jusqu'à dix fois plus de risques de mourir dans les deux années qui suivent qu'un enfant vivant avec ses deux parents. Les soins obstétricaux d'urgence constituent à eux seuls le moyen le plus efficace de réduire la mortalité maternelle. L'UNICEF agit dans de nombreux domaines — sensibilisation du public, mobilisation sociale, recherche et services directs — afin

d'améliorer les soins obstétricaux d'urgence dans le monde entier. En 2003, l'UNICEF a apporté son soutien à ces soins dans 3 400 établissements de santé de 80 pays.

L'UNICEF s'est associé à l'université Columbia de New York dans le cadre du projet Averting Maternal Death and Disability (Éviter les décès et les handicaps maternels), un projet qui consiste à améliorer, en collaboration avec les pays en développement et des organismes internationaux, l'accessibilité, la qualité et l'utilisation des soins obstétricaux d'urgence. Nos efforts se sont avérés payants. Les Gouvernements du Bangladesh, du Bhoutan et du Népal sont par exemple entièrement acquis aux programmes nationaux de soins obstétricaux d'urgence.

Les soins prénatals — qui consistent à veiller à ce qu'une femme enceinte bénéficie d'une nutrition et de services de santé adéquats — sont essentiels à l'épanouissement du nourrisson. En Éthiopie, l'UNICEF a apporté son soutien à des programmes d'alimentation complémentaire menés dans 35 districts et bénéficiant à plus de 60 000 femmes enceintes, mères qui allaitent et enfants souffrant de malnutrition.

Environ 50 millions des 132 millions de naissances annuelles ne sont pas déclarées. L'enregistrement des naissances est la première responsabilité officielle d'un pays vis-à-vis d'un enfant, reconnaissant que l'enfant est un citoyen à part entière. Les enfants non déclarés à la naissance risquent de ne pas être protégés de la violence et de l'exploitation, d'être privés de soins de santé, d'éducation et d'autres services sociaux. Plus tard, ils risquent de ne pas pouvoir obtenir de passeport, de licence de mariage ou même d'emploi légitime. Sans pouvoir réaliser leurs droits élémentaires, ils sont probablement condamnés à la pauvreté. L'UNICEF a contribué à augmenter le

nombre de naissances enregistrées dans 85 pays — contre 75 pays lors du lancement en 2001 de notre plan stratégique à moyen terme.

### LE DROIT INALIÉNABLE D'UN ENFANT

Qu'y a-t-il de plus fondamental que le droit d'avoir accès à de l'eau potable et à des latrines ? Et pourtant, toutes les 15 secondes, un enfant meurt de maladies imputables à de l'eau insalubre, à des installations sanitaires déplorables et à un manque d'hygiène caractérisé. Environ 2 millions d'enfants meurent tous les ans de maladies diarrhéiques — dans 88 % des cas causées directement par de l'eau non potable, un assainissement inadéquat et de mauvaises conditions d'hygiène. L'UNICEF continue de jouer un rôle de premier plan en fournissant aux familles et communautés eau potable, installations et éducation sanitaires, et en contribuant, dans 91 pays, à améliorer la situation dans ces secteurs.

Le taux de mortalité infantile et maternelle a chuté de 25 % dans certaines régions du Guatemala, lorsque 13 municipalités ont pu bénéficier d'eau potable et d'installations sanitaires, dans le cadre d'efforts systématiques visant à donner aux nourrissons des soins adéquats. Dans la République populaire démocratique de Corée, l'UNICEF et le Gouvernement ont mené de vastes projets d'assainissement de l'eau et ont introduit des systèmes d'approvisionnement en eau par gravité présentant un bon rapport coût/efficacité. Des projets ont été achevés ou sont bien avancés dans trois comtés et ont été entrepris dans de nouvelles agglomérations urbaines du Nord-Est, où 45 % des jeunes enfants et 35 % des mères souffrent de malnutrition. Quelque 2 millions de personnes ont maintenant accès à de l'eau potable grâce au système d'approvisionnement en eau chlorée de la ville et 10 000 familles grâce aux canalisations d'eau.

### LES INGRÉDIENTS ESSENTIELS

Les nourrissons ont une probabilité beaucoup plus élevée de survivre et de s'épanouir lorsqu'ils bénéficient de soins de santé adéquats, d'une bonne nutrition et de stimulations cognitives et physiques et sont protégés des dangers. Pour préparer un bon avenir, il faut réunir tous ces ingrédients. C'est pourquoi l'UNICEF préconise des programmes complets de soins du jeune enfant.

Au Pérou, un réseau d'organisations non gouvernementales bénéficiant du soutien de l'UNICEF a développé les soins du jeune enfant dans le bassin des Amazones et les Andes, dans le cadre du projet Bon début. Ces programmes communautaires ont bénéficié à plus de 46 000 jeunes enfants et 20 000 femmes enceintes, permettant aux familles de fournir à leurs enfants soins de santé, nutrition, eau salubre et stimulation psychosociale.

Les micronutriments sont essentiels à un bon début dans la vie. Les carences en iode peuvent entraîner arriération mentale, goitres et nanisme, et réduire les facultés d'apprentissage

d'un enfant. À l'échelle mondiale, l'accès au sel iodé a augmenté, ce qui témoigne de l'importance des partenariats entre secteur privé et secteur public. Une campagne de promotion de l'iodation du sel, bénéficiant du soutien de l'UNICEF, de l'Organisation panaméricaine de la santé et de l'Organisation mondiale de la santé, a aidé la Bolivie à faire passer sa production de sel iodé de 65 % de sa production totale en 2000 à 85 % en 2003.

Le lait maternel constitue une alimentation parfaite pour les nourrissons pendant les six premiers mois de leur vie. Il contient tous les nutriments, les anticorps, les hormones et les facteurs immunitaires dont a besoin un nourrisson. Si la campagne en faveur de l'allaitement universel au sein pendant les six premiers mois de la vie atteint ses objectifs, l'on estime que 1,5 million de vies pourraient être sauvées chaque année. L'UNICEF s'est associé à Yayasan Air Susu Ibu Indonésie, une organisation non gouvernementale, pour surveiller la commercialisation de substituts du lait maternel dans les provinces indonésiennes du centre de Java, de l'Est de Java, de Djakarta, du Sud de Sulawesi et de l'Ouest de Java. Disposant de nouvelles informations techniques, 25 partenaires des pouvoirs publics et de la société civile, dûment formés, ont entrepris de recenser les violations du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel.

Grâce à l'éducation des parents, on fait comprendre aux familles à quel point il est important de bien protéger et de soigner l'esprit ainsi que le corps d'un enfant. En Jordanie, 14 000 mères et pères ont participé au projet Meilleurs parents. Chaque parent a suivi seize séances expliquant les soins à prodiguer à ses enfants et comment leur donner un bon départ dans la vie.





Un programme visant à améliorer la santé des femmes enceintes et qui allaitent.

Dans le village de Kapolowe (République démocratique du Congo), le lac Tshanga-Lele est une source d'aliments nutritifs pour les villageois. C'est également le paradis des moustiques — une menace pour la communauté, en particulier les femmes enceintes, les mères qui allaitent et leurs nourrissons. Pour ces populations, le paludisme transmis par les moustiques peut entraîner une grave anémie et même parfois la mort.

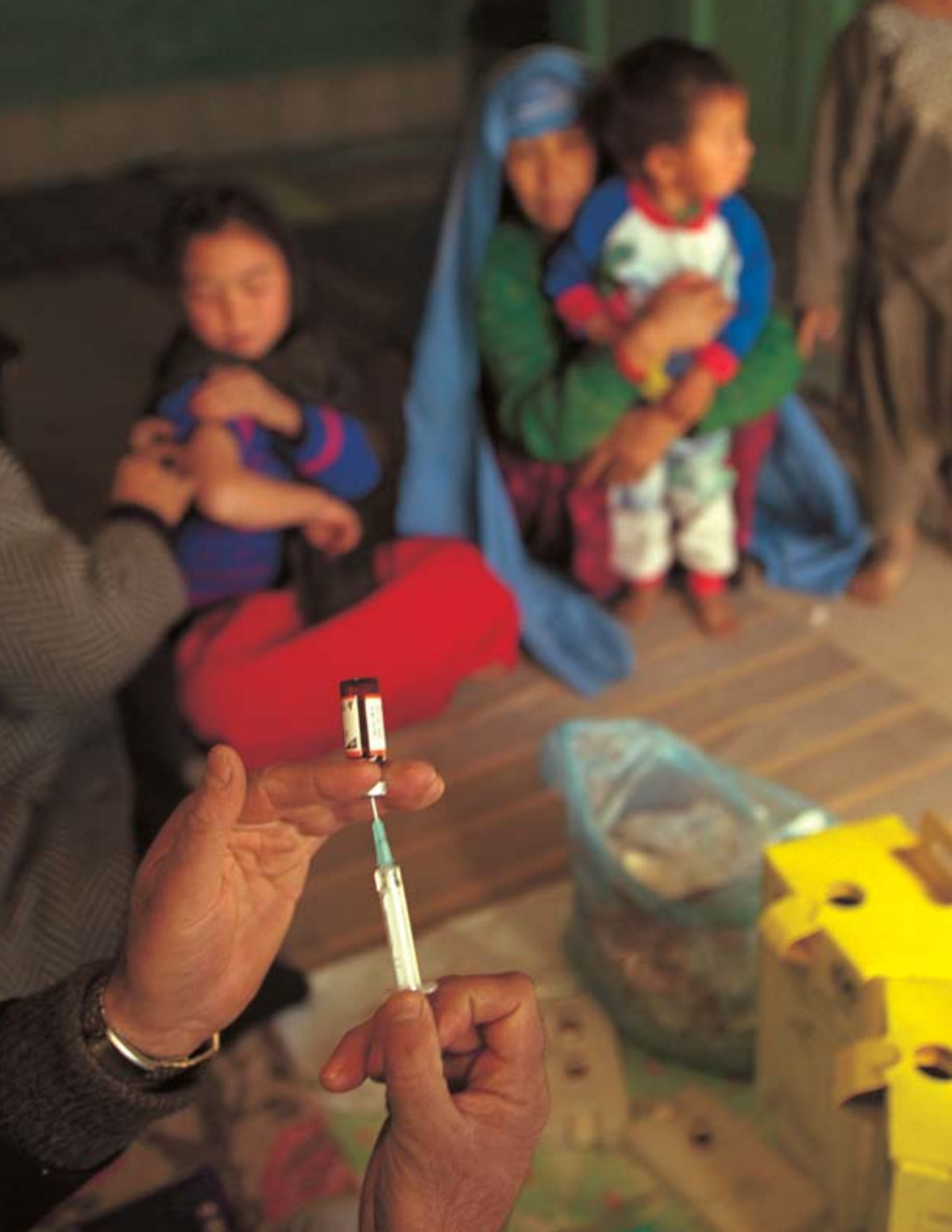
« Ce mois-ci, notre thème est le paludisme », explique Mama Justine, membre de l'équipe *Nutrition à Assise Communautaire*, « et l'utilisation de moustiquaires ».

Mama Justine et quatre autres « mamas » de Kapolowe — membres de l'équipe de nutrition — animent des groupes de discussion. Aujourd'hui, elles voient passer une femme enceinte et une jeune mère. Une femme membre de l'équipe les invite à venir se renseigner sur les moustiquaires. Elle espère les convaincre que des moustiquaires traitées à l'insecticide peuvent sauver des vies.

Ces équipes, bénéficiant du soutien du gouvernement et de l'UNICEF, distribuent des moustiquaires à ces groupes à risques, lors de consultations prénatales et des séances de suivi de la vaccination. En plus de vanter les mérites des moustiquaires, ces équipes encouragent les femmes enceintes à se rendre à toutes les consultations anténatales prévues, où elles reçoivent un traitement complet de supplément de fer et de folate.

Le projet *Nutrition à Assise Communautaire* privilégie en fait le bien-être des nourrissons et notamment l'amélioration de leur santé nutritionnelle. À cette fin, le programme met l'accent sur les soins adéquats dont doivent bénéficier les femmes enceintes et les mères qui allaitent. Il préconise l'allaitement exclusif au sein pendant les six premiers mois, ce qui contribue à l'espacement des naissances. L'équipe explique aux femmes l'importance de l'alimentation et des micronutriments pendant la grossesse. Elle montre également aux familles comment cultiver des denrées alimentaires et comment les préparer de façon nutritive. Tout cela contribue à élever un nourrisson en bonne santé.

Conçue à l'origine dans l'intérêt des jeunes enfants, la *Nutrition à Assise Communautaire* s'est imposée comme un modèle de soins de santé maternelle.



# PROMOUVOIR

## LA VACCINATION ET LES SOINS DE SANTÉ POUR TOUS LES ENFANTS

Plus de 2 millions de jeunes enfants meurent chaque année de maladies que des vaccins auraient permis d'éviter. Des millions d'autres sont handicapés à vie pour n'avoir pas été protégés des effets de maladies évitables. Plus de 30 millions d'enfants ne sont pas vaccinés du fait du manque de vaccins, de l'insuffisance ou de l'absence de centres de soins de santé ou du manque d'information ou de la mauvaise information des familles. Le programme de vaccination « Plus » (programme de vaccination universelle et de renforcement des soins de santé primaires) est essentiel pour réduire les taux de mortalité infantile et améliorer la qualité de vie des enfants qui survivent.

### LA PRÉVENTION PRÉSENTE UN BON RAPPORT COÛT/EFFICACITÉ

Le prix d'un vaccin est abordable. Le coût des maladies et des handicaps est incalculable. Le bon sens financier voudrait que tous les enfants soient vaccinés et reçoivent des micronutriments vitaux.

En 2003, l'UNICEF a consacré 348 millions de dollars à la vaccination, ce qui a permis de distribuer à 40 % des enfants des pays en développement des vaccins susceptibles de leur sauver la vie. Des millions de personnes ont été protégées de la rougeole, de la polio, de la diphtérie, de la coqueluche, du tétanos, de la tuberculose, de la fièvre jaune et de l'hépatite B, grâce à des vaccins qui ne coûtent en moyenne que 0,5 dollar par enfant.

Dans le cadre d'une vaste campagne de vaccination contre la polio menée en Inde, plus de 1,3 million de volontaires et d'agents de santé se sont rendus de domicile en domicile, vaccinant quasiment tous les enfants de moins de cinq ans. Résultat de cet effort colossal ? Une chute brutale du nombre de cas de polio, de 1 556 en 2002 à 223 en 2003.

En décembre 2003, l'UNICEF a lancé une campagne nationale de vaccination contre la polio en République islamique d'Iran. Par les hasards du calendrier, bon nombre de personnes ont ainsi été protégées contre cette maladie à la suite du tremblement de terre qui s'est produit à Bam dans le courant du même mois.

Quelque 14 000 agents de santé volontaires, bénéficiant du soutien de l'UNICEF, ont vacciné 4 millions d'enfants contre la polio avant le début de la guerre en Iraq. L'UNICEF a fourni 25 millions de doses de vaccins et du matériel de préservation de la chaîne du froid, afin de reprendre les vaccinations systématiques peu de temps après la fin des combats les plus importants.

Soucieux d'augmenter et de soutenir la demande en matière de vaccination de tous les jeunes enfants, l'UNICEF s'est joint à l'Organisation mondiale de la Santé pour étayer la confiance du public dans la qualité et la sûreté des vaccins. L'UNICEF a préparé des manuels pour faciliter la collaboration avec les associations religieuses et les médias et a formé des journalistes de publications locales ou internationales ainsi que des agents de santé pour encourager la vaccination contre les maladies mortelles de l'enfance.

La rougeole tue environ un million d'enfants par an. Une campagne nationale de vaccination contre la rougeole a eu lieu en Guinée en novembre. Dans le cadre des efforts visant à éliminer cette maladie, 3,5 millions d'enfants âgés de six mois à 14 ans ont été vaccinés.

Au Pérou, l'UNICEF a fourni sept bateaux, cinq réfrigérateurs solaires de 50 litres et d'autres fournitures afin de sauver deux groupes ethniques menacés d'extinction. Les Candoshis et les Sharpas, qui vivent dans la haute Amazonie, disparaîtront dans les dix prochaines années si l'hépatite B continue de faire des

ravages. L'UNICEF s'efforce d'empêcher cette tragédie en veillant à ce que tous les nourrissons soient protégés contre cette maladie mortelle.

Outre l'importance accordée aux enfants, l'UNICEF vaccine contre le tétanos maternel et néonatal des femmes en âge d'avoir des enfants. « Éliminer le tétanos maternel et néonatal », un partenariat d'organismes publics et privés dirigé par l'UNICEF, mène des activités dans 52 pays où le tétanos tue chaque année 180 000 nouveau-nés et 30 000 mères. L'objectif est d'éliminer le tétanos d'ici à 2005.

L'UNICEF s'est associé à la Fondation Bill & Melinda Gates, à l'Organisation mondiale de la Santé et à d'autres partenaires de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination. En tant que membre de l'Alliance, l'UNICEF exhorte les dirigeants internationaux et locaux à accorder à la vaccination un rang de priorité élevé. La Directrice générale Carol Bellamy a présidé l'Alliance en 2003.

#### LE « PLUS » DU PROGRAMME DE VACCINATION PLUS

L'UNICEF profite des séances de vaccination pour effectuer d'autres interventions susceptibles de sauver des vies. Au minimum, ce « plus » signifie que l'on donne à de jeunes enfants des suppléments de vitamine A dans les pays où les carences en vitamine A sont fréquentes. Au moins 100 millions d'enfants souffrent de ces carences, qui compromettent leur système immunitaire, les prédisposent à la cécité et accroissent leur risque de mourir de la rougeole ou de la diarrhée.

Dans le cadre de l'Initiative mondiale pour la vitamine A, une coalition de gouvernements et d'organismes des Nations Unies, l'UNICEF a fourni de la vitamine A à quelque 12 millions d'enfants de la République démocratique du Congo en février 2003. En Azerbaïdjan, il est ressorti d'une étude qu'environ 80 % des enfants de moins de cinq ans manquaient de vitamine A et que 25 % étaient atteints d'une grave carence. En conséquence, la distribution de suppléments de vitamine A a été intégrée au programme élargi de vaccination du pays.

Le paludisme est l'une des grandes causes de mortalité infantile en Afrique. Le *Rapport sur le paludisme en Afrique*, publié avec l'Organisation mondiale de la Santé en avril, indique que cette maladie transmise par des moustiques tue un enfant africain toutes les 30 secondes. Les taux de mortalité infantile seraient réduits de 20 % dans les zones endémiques par le simple fait de faire dormir tous les enfants sous des

moustiquaires imprégnées d'insecticide. Pendant les opérations de vaccination, des agents de santé distribuent également des moustiquaires imprégnées d'insecticide dans le cadre de la campagne Faire reculer le paludisme.

L'UNICEF, principal acheteur et distributeur de moustiquaires, a consacré en 2003 plus de 18 millions de dollars aux moustiquaires et insecticides. Bon nombre de ces moustiquaires ont été distribuées aux enfants et à leur famille pendant les campagnes de vaccination. En Gambie, où le paludisme est la première source de mortalité des enfants de moins de cinq ans, l'UNICEF a apporté son soutien à une campagne de vaste envergure comprenant la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide. En l'espace de huit jours, plus de 94 000 moustiquaires ont été imprégnées d'insecticide dans 787 villages, le taux de couverture étant de 82 % dans la division de la rivière basse et de 81 % dans la division de la rivière centrale. La campagne a bénéficié à 295 307 personnes et a permis de distribuer 32 519 moustiquaires.





« Ils apprécient énormément toute forme d'aide et de soins. »

Manuela Mustafovic, une mère rom âgée de 21 ans, ne savait pas qu'il fallait faire vacciner ses enfants. Dans la ville de Vranje (Serbie-et-Monténégro), Manuela n'était pas la seule. De nombreux nourrissons n'avaient jamais vu de médecin avant que l'UNICEF, le Ministère de la santé serbe et l'Institut de santé publique constituent des équipes de vaccination mobiles. Avant l'arrivée de ces équipes, la plupart des Rom — adultes ou enfants — n'avaient même aucune existence officielle aux yeux du Gouvernement car leurs naissances n'avaient pas été enregistrées. Sans certificat de naissance, ils ne pouvaient obtenir de soins de santé, d'éducation ou d'aide du gouvernement. Grâce au projet de Vranje, en 2003, 3 816 enfants et 3 016 femmes ont pu obtenir un certificat de naissance et 1 560 enfants ont été vaccinés contre des maladies mortelles.

Les équipes mobiles se sont déployées dans huit régions, apportant vaccinations, micronutriments et informations à des populations difficiles d'accès — dont la plupart étaient d'origine rom. En plus de fournir des soins médicaux, le projet met les familles en contact avec les services sociaux, des services de garde d'enfants et le système éducatif.

Ce projet a réussi parce qu'il propose des soins complets en un emplacement central du village — une école, un bureau ou même un domicile privé — où les mères font la queue avec leurs jeunes enfants pour des examens médicaux, des injections, des vêtements, des articles de toilette et des collations. L'équipe explique également aux parents comment maintenir leurs nourrissons en bonne santé et bénéficier des prestations du gouvernement.

Goranka, coordinatrice du projet, sait que les jeunes enfants ont reçu des équipes de vaccination mobiles des traitements susceptibles de leur sauver la vie, mais elle tient à souligner que les familles rom ont beaucoup donné en retour. Elles ont montré aux professionnels de la santé ce qu'étaient la résistance et la gratitude.

« La plupart d'entre eux vivent dans des conditions que l'on pourrait difficilement qualifier de normales — sans électricité, sans eau courante, dans des abris de fortune, sans vêtements ou chaussures », explique-t-elle. « Ils apprécient énormément toute forme d'aide et de soins. »



# FAIRE PROGRESSER L'ÉDUCATION DES FILLES

Environ 121 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire n'y vont pas — la majorité d'entre eux sont des filles. Ce gaspillage de potentiel est incommensurable. Face à cette situation, l'UNICEF a redoublé d'efforts l'année dernière afin de scolariser les filles et de les inciter à poursuivre leur scolarité, en renforçant son action de façon à ce que tous les enfants aient le droit de suivre une éducation primaire de qualité.

L'UNICEF a affecté 233 millions de dollars à la promotion de l'éducation des filles et à l'aide apportée aux pays en vue d'atteindre les deux Objectifs de développement pour le Millénaire relatifs à l'éducation — la parité des sexes dans l'enseignement d'ici à 2005 et l'éducation primaire universelle d'ici à 2015. Au train où vont les choses, l'Asie du Sud ne parviendra à l'éducation primaire universelle qu'en 2020, et les États arabes seulement en 2050. Et si l'on ne déploie pas d'énormes efforts et ressources, l'Afrique subsaharienne ne scolarisera tous les enfants en âge d'aller à l'école que très tard au siècle prochain.

## OUVRIR LES PORTES DES SALLES DE CLASSE

L'UNICEF collabore activement avec les pays, les gouvernements donateurs et les organismes des Nations Unies faisant partie de l'Initiative pour l'éducation des filles africaines, en vue de supprimer les préjugés sexistes et d'améliorer la qualité de l'éducation dans 34 pays. Financée en partie par le Gouvernement de la Norvège, l'Initiative met l'accent sur les pays en proie à des conflits ou ravagés par le VIH/SIDA.

En outre, l'UNICEF a intensifié « 25 d'ici à 2005 », une stratégie d'accélération entamée en 2002 visant à dynamiser les efforts menés en vue de parvenir à la parité des sexes dans l'enseignement dans 25 pays. Cette stratégie est axée sur les pays ayant des faibles taux de scolarisation des filles, un écart entre filles et garçons de plus de 10 % en matière de scolarisation dans le primaire, plus d'un million de filles non scolarisées,

ainsi que sur les pays bénéficiant de l'Initiative d'accélération de l'éducation pour tous de la Banque mondiale ou dévastés par des conflits ou le VIH/SIDA. Dans des pays aussi divers que l'Afghanistan, la Bolivie, l'Érythrée, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Yémen, l'UNICEF ne ménage aucun effort dans les domaines de la sensibilisation, du financement, du règlement de problèmes et ses partenariats avec les communautés locales et les responsables nationaux.

L'UNICEF collabore avec l'UNESCO dans le cadre de l'Éducation pour tous et contribue à l'Initiative d'accélération de la Banque mondiale. En outre, nous dirigeons l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, qui réunit 13 organismes des Nations Unies œuvrant en faveur de la parité des sexes dans l'enseignement.

## MOBILISATION ET ACTION

L'UNICEF est parvenu à susciter une mobilisation politique de haut niveau en faveur de l'éducation des filles — à l'échelle mondiale, régionale et nationale.

« Allez les filles ! L'éducation pour chaque enfant », une campagne de sensibilisation du public menée dans le cadre de l'initiative « 25 d'ici à 2005 », s'est associée à Fox Kids à l'occasion du tournoi international de football Fox Kids Cup en 2003. Des filles et des garçons de moins de 13 ans de pays aussi divers que l'Argentine, la Bulgarie, la Géorgie, le Panama, la Roumanie et la Turquie ont participé à des coupes nationales de football, ce qui fut l'occasion de diffuser de nombreux messages sur l'éducation des filles.

La Fédération Internationale de Football Association (FIFA) a dédié la Coupe du monde de football féminin 2003 à l'UNICEF et à la campagne « Allez les filles ! ». La FIFA s'est mobilisée en faveur de l'éducation des filles sur Internet, dans des vidéos,

dans la presse et par des messages diffusés dans les stades. Elle a également fait don à l'UNICEF de plus de 600 colis « Sports en boîte » pour encourager la participation des filles aux sports.

La Campagne mondiale pour l'éducation a organisé « L'éducation des filles : la plus grande leçon jamais donnée ». L'UNICEF et le Fonds des Etats-Unis pour l'UNICEF ont assuré la coordination de cet événement aux Nations Unies. On estime que 1,3 million de personnes du monde entier ont écouté cette leçon, qui a battu tous les records de participation et a été consacrée à l'urgence de la scolarisation des filles.

L'UNICEF a continué à défendre la parité des sexes dans l'enseignement dans sa publication phare, *La situation des enfants dans le monde 2004*, consacrée à l'éducation des filles et aux liens avec tous les autres objectifs de développement. Trois autres publications ont souligné l'importance de l'éducation des filles : *Accélérer les progrès de l'éducation des filles*, *Reconstruire l'espoir en Afghanistan* et *L'éducation des filles, rentabiliser les investissements*.

Au Bhoutan, l'UNICEF a formé des enseignants et bâti 30 écoles adaptées aux différences entre filles et garçons. Outre leur action en faveur des filles des écoles primaires, l'UNICEF et ses partenaires assurent l'instruction de 4 000 personnes ayant arrêté l'école — dont 70 % de femmes.

Un programme Tchad-UNICEF de coopération éducative met l'accent sur les filles de dix zones, recensant et inscrivant les enfants non scolarisés et mobilisant l'appui des groupes concernés. Dans ces dix zones, le taux d'inscription des filles est maintenant supérieur à la moyenne nationale. En outre, le partenariat formé par l'UNICEF avec l'association nationale des chefs traditionnels aide à surmonter les obstacles sociaux et culturels à la scolarisation des filles, comme les mariages précoces.

L'UNICEF est à l'avant-garde de la campagne visant à supprimer les frais de scolarité, obstacle considérable à la scolarisation des enfants, et notamment des filles. Le Kenya a répondu à ce défi en adoptant en 2003 des politiques en faveur de l'enseignement primaire gratuit et le taux de scolarisation a grimpé en flèche.

#### **DES CRAYONS, DES LIVRES, DES BUREAUX, DE L'EAU ET DES LATRINES**

L'eau, l'assainissement et l'hygiène contribuent de façon essentielle à la scolarisation des filles et à la poursuite de leur scolarité. Si tous les écoliers pâtissent de la saleté ou du manque d'installations sanitaires à l'école, ce sont les filles qui sont le plus durement touchées par le problème. Le manque d'approvisionnement en eau à la maison empêche également les filles d'aller à l'école car elles sont généralement chargées de la corvée d'eau. Lorsqu'ils sont infestés de parasites trans-

mis par l'eau, tous les enfants perdent progressivement des éléments nutritifs, leur énergie et la capacité d'apprendre.

L'UNICEF participe activement aux projets d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène des écoles, apportant son soutien à de telles initiatives dans 73 pays. Nous participons aux campagnes WASH (Eau, assainissement et hygiène) SSHE (Assainissement des écoles et éducation sanitaire) et FRESH (Priorité à la santé dans les écoles).

Au Tadjikistan, plus de 87 000 enfants — dont une moitié de filles — ont accès à de l'eau propre, des latrines et une éducation sanitaire car l'UNICEF, le Ministère de l'éducation et le Département de l'eau en milieu rural ont apporté leur soutien à ses projets d'hygiène et d'assainissement des écoles.

Au Pakistan, quelque 80 000 écolières ont bénéficié de l'installation par l'UNICEF de 1 380 pompes manuelles dans 780 écoles primaires de filles et de la formation de plus de 2 000 enseignants à l'éducation sanitaire. Le taux d'inscription des filles a grimpé en flèche lorsque 100 000 habitants des régions rurales ont eu accès à des points d'approvisionnement en eau potable, ce qui a permis de réduire le temps que les filles passaient à aller chercher de l'eau. Le nombre de cas de maladies transmises par l'eau a également été considérablement réduit, ce qui a amélioré la fréquentation scolaire en général.





Environ 6,3 millions  
d'écoliers du Bangladesh  
lisent les aventures de  
Meena.

Fatima ne connaît pas son âge. Ses parents ne savent pas exactement quand elle est née. Ils sont tous les deux analphabètes et pauvres. Fatima a pourtant de grandes ambitions. Elle veut être ingénieur. Il y a dix ans, au Bangladesh, cet espoir aurait été un rêve irréalizable. Aujourd'hui, une Fatima résolue à tout a des chances de réaliser ses ambitions grâce à une bande dessinée — Meena, une fillette pleine de cran qui est un modèle de dynamisme pour les enfants.

« J'ai dit à mes parents que je voulais être comme Meena et aller à l'école », explique Fatima.

Meena surmonte tous les obstacles, dont le faible taux de scolarisation des filles. Elle a été créée par l'UNICEF dans les années 1990, décennie pendant laquelle le Bangladesh a vu son taux de scolarisation des filles dans le primaire augmenter de 30 %. Ce n'est certainement pas seulement grâce à Meena. La ferme volonté du gouvernement de promouvoir la parité des sexes dans l'enseignement est à l'origine de cette amélioration. Le Bangladesh, l'un des pays de l'initiative « 25 d'ici à 2005 » de l'UNICEF, consistant à intensifier les efforts menés pour parvenir à la parité des sexes dans l'enseignement, illustre parfaitement l'importance de la volonté politique.

Le Ministère de l'enseignement primaire et populaire et l'UNICEF se servent du succès de Meena pour faire évoluer les mentalités. Environ 6,3 millions d'écoliers du Bangladesh lisent les aventures de Meena. Les stéréotypes anciens s'estompent, les limites s'effacent, comme le montrent l'assiduité scolaire de Fatima, le nombre croissant de filles scolarisées et l'équipe nationale de football féminin.

Meena fait également évoluer les mentalités masculines. Oli, un garçon de 11 ans, est un fervent lecteur de la bande dessinée. Il se souvient de l'un de ses épisodes préférés, lorsque Meena et son frère Raju trouvent deux oiseaux dans un nid. Le frère demande lequel des deux oiseaux est la fille et lequel est le garçon. Meena répond : « Ne t'inquiète pas, ils voleront tous les deux. »



# VAINCRE

## LE VIH/SIDA

Le VIH/SIDA est une maladie qui frappe les jeunes. Près de 12 millions de jeunes de 15 à 24 ans vivent avec le VIH ou le SIDA et 2,5 millions d'enfants de moins de quinze ans sont également séropositifs. Sur les 5 millions de personnes ayant contracté le virus en 2003, la moitié ont entre 15 et 24 ans — et près des deux tiers sont de jeunes femmes.

La pandémie a décimé une génération en Afrique subsaharienne et menace d'en anéantir une autre. On a recensé 2,3 millions de décès dans la région dans la seule année 2003. En outre, 26,6 millions de personnes sont séropositives et plus de 11 millions d'enfants sont orphelins à cause de la maladie. Le VIH/SIDA est sur le point de dévaster également d'autres continents. Plus de 40 millions de personnes vivent avec le virus dans le monde. Les taux d'infections connaissent une croissance exponentielle en Asie, dans les Caraïbes et en Europe de l'Est.

Si l'on ne déploie pas d'extraordinaires efforts pour enrayer la propagation du virus, la communauté internationale sera en présence d'une catastrophe sans précédent. Le nombre de victimes des guerres et des catastrophes naturelles paraîtra dérisoire en comparaison.

### PROTÉGER LA GÉNÉRATION DES ORPHELINS

Le VIH/SIDA laisse dans son sillage un nombre tragique d'orphelins, un nombre qui ne cesse de croître. L'UNICEF joue un rôle de premier plan et a, avec l'ONUSIDA, élaboré un cadre d'action face à ce début de crise. En 2003, l'UNICEF a organisé le Forum des partenaires mondiaux sur les orphelins et les enfants vulnérables, qui a réuni des représentants de plus de 50 organismes. Lors de cette réunion, les partenaires ont reconnu que ce cadre était un outil utile qui permettrait d'intensifier la lutte mondiale contre la maladie.

La prise en charge des orphelins reste pour l'UNICEF une priorité de la plus haute importance. En 2003, 36 bureaux de

pays ont déclaré avoir mis en place des stratégies nationales de protection et de prise en charge des orphelins, 32 autres bureaux étant en train d'élaborer de telles stratégies. Dans 38 pays d'Afrique subsaharienne, l'UNICEF apporte son soutien à des programmes d'aide aux enfants que le VIH/SIDA a rendus orphelins ou vulnérables.

L'UNICEF continue de se mobiliser pour que les orphelins restent dans leur communauté. Mais les réseaux de parenté, piliers de la prise en charge familiale, ont été gravement endommagés. L'UNICEF et des organisations non gouvernementales et communautaires apportent aux membres de la famille élargie leur soutien, allant de services psychologiques au paiement des frais de scolarité, de façon à ce qu'ils puissent continuer à venir en aide aux enfants de leur famille.

Au Swaziland, des Points de prise en charge de proximité ont été établis pour renforcer les réseaux de protection sociale des orphelins. En 2003, l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial ont apporté leur soutien à 200 sites, afin que 6 500 enfants provenant de ménages dirigés par des enfants ou vulnérables pour d'autres raisons reçoivent des soins de santé, une nutrition adéquate et des services psychosociaux. L'UNICEF est venu en aide à des organisations non gouvernementales de Zambie dans le cadre du Projet en faveur des enfants ayant besoin d'une protection spéciale. Cette initiative a permis de fournir 5 300 couvertures et 50 000 moustiquaires à des orphelins et autres enfants vulnérables et de distribuer des fournitures scolaires à 6 000 enfants en situation de risque.

### CHAMPIONS DE LA CAUSE DES ENFANTS

L'UNICEF demande que des efforts systématiques soient faits pour protéger les enfants de cette maladie. À cette fin, nous avons publié *Les générations orphelines d'Afrique*, une analyse approfondie des effets catastrophiques de la pandémie sur les familles. En outre, l'UNICEF, l'ONUSIDA, la Fondation Kaiser et le BBC World Service Trust ont lancé un nouveau site

Internet [<http://www.youthandhiv.org>], qui réunit des données, des recherches et des outils multimédias destinés aux décideurs, journalistes, universitaires et défenseurs des enfants.

L'UNICEF, l'ONUSIDA et la Conférence mondiale des religions pour la paix ont publié une brochure sur le VIH/SIDA en vue d'aider les autorités religieuses à faire face aux ravages de cette épidémie. L'UNICEF et l'ONUSIDA se sont également joints aux Parlementaires européens pour l'Afrique et au Réseau parlementaire sur la Banque mondiale pour produire à l'intention des parlementaires et d'autres élus une brochure sur le VIH/SIDA.

En 2003, le personnage de « Kami » de la série télévisée sud-africaine *Takalani Sesame* est devenu l'un des Champions des enfants de l'UNICEF. Cette marionnette séropositive prêche la compassion vis-à-vis des personnes vivant avec la maladie.

### LA PRÉVENTION EST LE MEILLEUR REMÈDE

Il n'existe aucun moyen de guérir du VIH/SIDA. La prévention est notre seule arme. Les connaissances, notre seul moyen de protection.

Dans 80 % des cas environ, le VIH se transmet par voie sexuelle. L'UNICEF préconise la méthode de prévention dite de « l'ABC » : Abstinence (s'abstenir de relations sexuelles), Fidélité (avoir des relations sexuelles dans le cadre d'une relation durable de fidélité, (« Being faithful » en anglais), Préservatifs (« Condoms » en anglais), utilisés correctement et systématiquement.

L'UNICEF s'est associé au Secrétariat national contre le SIDA de la Sierra Leone pour convaincre 530 responsables religieux de l'ensemble du pays d'inclure dans leurs sermons et leurs activités des informations sur le VIH/SIDA. Des brochures de prévention ont été distribuées à 4 000 congrégations de jeunes.

L'UNICEF apporte son soutien à des programmes de prévention de la transmission du VIH/SIDA de la mère à l'enfant dans 70 pays. Au Rwanda, en 2003, 63 % des mères séropositives ont reçu des antirétroviraux, contre 39,8 % en 2002. En Inde, dans 225 centres de santé, 60 % des femmes ont accepté de bénéficier d'un test de dépistage volontaire du VIH/SIDA et de services de conseil, et des antirétroviraux ont été administrés à près de 90 % des mères séropositives ainsi qu'à leurs nouveau-nés.

Dans le cadre de la campagne de prévention menée au Cambodge, l'UNICEF finance deux émissions radiophoniques recevant des appels d'auditeurs et diffusant des informations sur le VIH/SIDA. « Feu rouge, feu vert », une émission produite par une organisation non gouvernementale de femmes, est

spécialement consacrée au VIH et à la santé en matière de reproduction. L'UNICEF et MobiTel apportent leur soutien à une ligne d'assistance téléphonique sur le SIDA qui répond à environ 160 appels par jour.

Le nombre de cas recensés de VIH/SIDA a augmenté de 25 % au Viet Nam en 2003. Plus de 40 % de ces nouveaux cas se produisent chez des jeunes de 15 à 24 ans. L'UNICEF a participé à la mise en œuvre de l'Initiative de mobilisation bouddhiste. Des moines et des religieuses intègrent maintenant des programmes de prévention et de soins du VIH/SIDA aux activités organisées dans leur temple.

L'UNICEF lutte également contre le VIH/SIDA sur le lieu de travail. Une vidéo de courte durée produite par et pour le personnel encourage chacun à faire un test de dépistage et à suivre un traitement en cas de séropositivité.

### VAINCRE LA MALADIE

Face à l'implacable propagation du VIH/SIDA, il est tentant de céder au pessimisme. Mais l'histoire a montré qu'une détermination à toute épreuve permettait de vaincre des fléaux. La variole a déjà été éliminée dans le monde. Ce sera très bientôt le cas de la polio. Dans notre quête de remède, l'optimisme teinté de pragmatisme est un important médicament.





« Au départ, les parents étaient très hésitants mais maintenant, ils soutiennent à fond le Programme. »

En Inde, élèves et enseignants parlent de sexualité. Le sujet n'est pas facile à aborder dans ce pays, mais les discussions de ce type sont maintenant courantes à l'école. On estime que 4,6 millions de personnes vivent avec le VIH/SIDA en Inde — près du quart d'entre elles ont entre 15 et 19 ans. L'urgence de la prévention l'emporte donc sur les conventions sociales.

L'UNICEF et le Gouvernement indien se sont associés pour enrayer l'épidémie en introduisant une initiative dans le milieu scolaire : le Programme d'éducation à la prévention du SIDA. Des activités sont mises en œuvre afin de promouvoir des comportements sexuels responsables et à moindre risque. Des discussions franches sur les causes et les risques de la maladie sont intégrées aux matières actuellement enseignées. Les compétences pratiques — comment prendre des décisions et faire face aux pressions sociales — font partie intégrante du Programme et s'intègrent facilement aux cours de science, de langues et d'autres matières.

« Ces séances nous donnent l'occasion d'apprendre des choses dont personne d'autre ne parle », explique Zulfa, élève de l'école de filles Anjuman-e-Islam. Elle ajoute qu'elle s'est rendu compte qu'il fallait faire preuve de prudence dans ses relations avec les garçons.

« Aujourd'hui, j'ai toutes les informations nécessaires sur le VIH/SIDA », indique Vinod, un jeune homme qui suit des cours du soir. « Je peux prévenir la maladie et rester en bonne santé. »

Le Programme d'éducation à la prévention du SIDA a bénéficié à plus de 5 millions d'élèves. Après avoir été modifié en fonction des sensibilités locales, il a facilement été reproduit dans l'ensemble du pays.

« Au départ, les parents étaient très hésitants mais maintenant, ils soutiennent à fond le programme », explique Sheehnaz, une professeure de sciences qui anime le programme. « Les parents sont souvent incapables de parler de ces questions à leurs enfants et ils sont soulagés que nous le fassions à leur place. »



# PROTÉGER

## LES ENFANTS DE LA VIOLENCE ET DE L'EXPLOITATION

Tous les jours, d'innombrables enfants sont exploités et soumis à la violence. Il est impossible de quantifier l'étendue de ces atrocités car la maltraitance des enfants est un secret bien gardé. Les sévices physiques et sexuels — à l'intérieur ou à l'extérieur des familles — sont perpétrés à l'abri des regards.

On estime que 2 millions d'enfants sont victimes de la prostitution ou de l'industrie pornographique et que quelque 180 millions de jeunes sont soumis aux pires formes de travail. Environ 1,2 million d'enfants tombent chaque année entre les mains de trafiquants et 5,7 millions sont réduits à la servitude pour dettes ou à d'autres formes d'esclavage. L'UNICEF et ses partenaires sont résolus à déterminer et documenter l'énormité du problème. En outre, nous nous employons à promouvoir des environnements protecteurs qui préviennent la maltraitance des enfants. Les mesures prises à cette fin privilégient la fréquentation scolaire, la promulgation de lois condamnant ceux qui exploitent les enfants, l'appui aux gouvernements acquis à la protection de l'enfance, la sensibilisation des communautés aux risques qu'encourent les enfants, la dénonciation du problème par les médias et des services de police et des forces de l'ordre exempts de corruption.

En coopération avec des organismes confessionnels, l'UNICEF s'efforce de protéger les orphelins de l'Afrique subsaharienne et d'éliminer les châtiments corporels dans les Caraïbes. Nous collaborons avec des organisations non gouvernementales en Europe centrale, au Moyen-Orient et en Asie du Sud, afin d'améliorer les soins dispensés dans les institutions, de démanteler les réseaux de prostitution d'enfants et de mettre fin au travail dangereux des enfants. Les enfants se sont joints à l'UNICEF, en participant aux débats publics et au mouvement visant à mettre fin à ces actes odieux. Au Mexique, environ 3 millions de jeunes ont témoigné sur la violence et la

discrimination lors d'une Consultation des enfants. Et dans la République démocratique populaire lao, les enfants sont devenus des partenaires actifs de recherches portant sur leurs droits.

L'UNICEF aide les gouvernements à définir des normes nationales qui soient conformes aux principes internationaux relatifs à la protection des enfants qui ne sont pas pris en charge par leur famille, y compris ceux qui sont en détention, en prison, dans des familles d'accueil, dans des centres résidentiels et des institutions. Nous encourageons fortement les pays à élaborer des mesures juridiques et pratiques en vue d'éliminer la traite, l'exploitation sexuelle, le travail forcé ou la servitude des enfants et le recours aux enfants soldats. L'UNICEF contribue à concevoir, financer et mettre en œuvre des interventions et des programmes qui réduisent les violences physiques et psychologiques à l'encontre des enfants, que ce soit dans les familles, les communautés, les écoles ou d'autres institutions.

### LES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS

L'expression « travail des enfants » évoque souvent l'image d'un enfant peinant dans un atelier clandestin. Mais elle englobe également la traite, la prostitution, la pornographie et la participation des enfants aux conflits armés. L'UNICEF est à l'avant-garde de la dénonciation de ces violences et de la mobilisation visant à mettre fin à ces crimes. Nous plaidons en faveur de la ratification de la Convention n° 182 de l'Organisation internationale du Travail sur les pires formes de travail des enfants, depuis son adoption en 1999. La Convention a été ratifiée par 147 pays, alors que ce nombre n'était que de 113 au début de notre plan stratégique à moyen terme. En 2003, 80 bureaux de pays ont annoncé que leur gouvernement avait publiquement pris position contre le trafic

d'enfants, alors qu'ils n'étaient que 64 en 2002 — soit une hausse de 25 %.

Avec le soutien de l'UNICEF, l'Angola a mis en place, aux postes frontaliers et dans les aéroports à risque, des procédures d'identification des personnes voyageant avec des enfants ne faisant pas partie de leur famille. Aux Philippines, l'éducation communautaire sur la prévention de la traite des enfants a incité des parents, des volontaires, des enseignants, des dirigeants d'organisations non gouvernementales et des dirigeants locaux à se mobiliser en faveur de l'adoption de la loi contre le trafic des êtres humains. L'UNICEF et d'autres défenseurs des enfants se sont attaqués au problème du commerce sexuel des enfants en luttant contre la demande, c'est-à-dire en faisant pression auprès des gouvernements pour qu'ils pénalisent et poursuivent en justice les « clients », dont un grand nombre sont originaires d'Europe et des États-Unis.

### LES ENFANTS DANS LES CONFLITS ARMÉS

Les victimes de la guerre sont souvent des enfants. Ils peuvent être tués quand ils sont soldats, déplacés à l'intérieur de leur pays quand ils sont réfugiés, mutilés par des mines terrestres et séparés de leur famille du fait du chaos ambiant, de la mort de leurs parents ou d'enlèvements. L'UNICEF sait que les combats et la violence des adultes ne doivent pas priver un enfant du droit à la sécurité et à la protection.

L'UNICEF et ses partenaires se sont faits les avocats de la ratification du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés. En 2003, la Coalition pour mettre fin à l'utilisation d'enfants soldats et l'UNICEF ont publié un *Guide du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés*. En Ouganda, l'Armée de résistance du seigneur continue d'enlever des enfants soldats. En 2003, l'UNICEF a fourni des colis de réinstallation, des stages de formation professionnelle et des soins de santé à environ 3 500 jeunes de huit centres d'accueil d'enfants ayant précédemment été enlevés.

En Afghanistan, l'UNICEF a dispensé un enseignement non scolaire, des formations techniques et des compétences pratiques à d'anciens soldats d'âge mineur et a aidé les écoles à accueillir tous les enfants ayant été touchés par des décennies de guerre. En Géorgie, l'UNICEF a aidé une organisation non gouvernementale, Toison d'or, à proposer des cours d'informatique et à organiser des activités de loisirs pour les enfants déplacés à l'intérieur de leur propre pays. Et des jeunes déplacés ont été formés de manière à informer

d'autres enfants de leurs droits et à promouvoir la Convention relative aux droits de l'enfant. Au Sri Lanka, des centres d'accueil temporaire ont hébergé les enfants soldats libérés par les Tigres de libération d'Eelam tamoul de façon à faciliter leur réinsertion sociale.

Au Libéria, où de 10 000 à 20 000 enfants ont été recrutés ou enlevés pour devenir soldats, à des fins sexuelles ou pour travailler, des jeunes déplacés ont aidé à élaborer des stratégies de communication à l'intention des enfants combattants. En Colombie, l'UNICEF a formé des adolescents à la thérapie par le jeu. Sous la direction de psychologues, ces adolescents ont travaillé avec des enfants de façon à ce que l'intolérance et la brutalité ne se transmettent pas à la prochaine génération.





« Le plus grand mérite de l'Initiative (...) c'est de leur donner un sentiment d'appartenance. »

Peu après la mort de son père, abattu par des hommes armés, Joseph, le plus jeune de cinq enfants, a commencé à vivre dans la rue. Âgé de neuf ans, il travaillait péniblement sur la route, nettoyant des pare-brise pour obtenir quelques pièces. Quand il ne gagnait pas de quoi manger, il mendiait.

« Avant, je quémandais dans la rue », explique Joseph, qui a aujourd'hui onze ans.  
« Je n'allais pas à l'école. »

Joseph est l'un des 2 800 enfants – principalement des garçons – vivant dans les rues de la Jamaïque. La majorité d'entre eux passent entre les mailles des services sociaux.

L'Initiative nationale pour les enfants des rues, bénéficiant du soutien de l'UNICEF depuis sa création en 1996 et aidant les enfants de 7 à 14 ans vivant à la dure, se développe. Elle a pour objectif de panser leurs blessures psychologiques et de les réinsérer dans la société. Il est essentiel de les préparer à reprendre le chemin de l'école.

L'Initiative propose des cours de rattrapage, d'informatique, de musique, d'arts et de travaux manuels. Elle fournit également petits-déjeuners et déjeuners, soins médicaux et dentaires et éducation sanitaire. Les enfants sont orientés vers le système scolaire traditionnel dès que leur niveau en lecture et en mathématiques correspond à celui de leur groupe d'âge.

« Le plus grand mérite de l'Initiative est de rétablir la confiance en eux des enfants au moyen de consultations psychologiques », explique Kadian Donald, 23 ans, un des membres du personnel, « et de leur donner un sentiment d'appartenance et de les réunir avec leur famille. »

L'UNICEF participe à Family Ties – une composante de l'Initiative qui fournit conseils et formation aux parents. En outre, il facilite l'obtention d'emplois, qui est cruciale car c'est souvent la pauvreté des familles qui oblige les enfants à vivre dans la rue.

Joseph reconnaît que c'est grâce à l'Initiative qu'il a pu rentrer chez lui et apprendre à lire, à écrire, « à avoir de bonnes manières » et à retourner à l'école. Auparavant, il avait seulement pour but de survivre au jour le jour. Aujourd'hui, il ambitionne d'achever sa scolarité de façon à pouvoir un jour obtenir un emploi.

# EFFICACITÉ ET EXCELLENCE EN COULISSES



## L'UNICEF fournit des vaccins à 40 % des enfants des pays en développement.

L'UNICEF s'est associé étroitement aux efforts interorganisations de réforme du système des Nations Unies. Nous continuons de participer activement aux Groupes de la gestion et des programmes du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), de l'équipe relative à l'harmonisation et à la simplification et d'autres sous-groupes, notamment ceux ayant trait aux questions concernant les coordonnateurs résidents et les locaux/services communs et politiques de personnel. En 2003, l'UNICEF a présidé le Groupe de gestion des Nations Unies et le Sous-groupe du secteur harmonisation et simplification consacré aux modalités de transfert des ressources. L'UNICEF poursuit également l'action interorganisations visant à renforcer la sécurité et la sûreté.

Dans les domaines de la gestion financière et administrative, nous avons renforcé les progrès réalisés en matière d'intégration des systèmes et la solide infrastructure d'information et de communication établie au cours des dernières années. La mise à jour du Système de gestion des programmes (ProMS) et du Système logistique financier (FLS-SAP) permet à l'UNICEF d'accéder rapidement aux données financières et informations relatives à l'approvisionnement et aux ressources humaines (RH) et a permis à l'organisation de regrouper ces données à l'échelle mondiale. Le système SAP-RH, initiative de premier plan, a été introduit dans le but d'intégrer la fonction ressources humaines au Système logistique financier. En outre, nous avons réalisé des progrès importants dans la mise en œuvre de la comptabilité analytique organisationnelle, qui fournit une analyse des dépenses par rapport au plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF et aux Objectifs de développement pour le Millénaire.

En 2003, nous avons affiné notre image de marque. Le personnel a pu utiliser dès janvier une boîte à outils, expliquant comment appliquer le nouveau design et suivre nos principes de base. Des séminaires ont été organisés à l'intention des Comités nationaux et des membres du personnel de l'UNICEF des bureaux extérieurs et du siège, afin de parfaire leur compréhension et leur application de l'image de marque.

### UNE ANNÉE SANS PRÉCÉDENT POUR LES APPROVISIONNEMENTS

En 2003, l'UNICEF a acheté des fournitures d'une valeur totale de 709 millions de dollars, frais de transport non compris — une hausse record de 32 % par rapport à l'année précédente. Les achats à l'étranger traités par la Division des approvisionnements se sont à eux seuls élevés à 561 millions de dollars. En outre, on a comptabilisé plus de 9 millions de dollars de dons en nature, principalement de la vitamine A.

L'UNICEF fournit des vaccins à 40 % des enfants des pays en développement. Les vaccins et les fournitures de vaccination restent notre poste d'achat le plus important, s'élevant à 347 millions de dollars. Pour la deuxième année consécutive, les fournitures scolaires ont constitué le deuxième poste d'achat, d'une valeur totale de 56 millions de dollars, suivi de près par le matériel médical. L'UNICEF, le premier acheteur de moustiquaires au monde, a consacré 18 millions de dollars à l'achat de moustiquaires et d'insecticide.

Le montant des approvisionnements effectués pour la situation de crise en Iraq a dépassé 51 millions de dollars, la somme la plus élevée qui ait jamais été consacrée à une seule situation de crise en une seule année. La Division des approvisionnements, ainsi que le Bureau de pays de l'Iraq, le Bureau régional et le Bureau des programmes d'urgence, ont pré-positionné des fournitures avant la guerre, ce qui a permis de les acheminer par la suite sans perturbation majeure.

La Division des approvisionnements a également aidé l'UNICEF à faire face aux situations de crise en Éthiopie, en République islamique d'Iran, au Libéria et dans d'autres pays. L'Afghanistan continue de recevoir une grande quantité de fournitures, bien que ce pays ne soit plus considéré comme une situation d'urgence. Le premier centre d'entrepôt régional d'urgence a ouvert en Afrique du Sud en octobre. Les stocks de ce projet, géré à Copenhague, ont à l'origine été constitués avec l'appui du Ministère pour le développement international du Royaume-Uni.



Bien que le volume des approvisionnements d'urgence ait considérablement augmenté en 2003, cela n'a pas nui aux opérations d'achat de nos programmes de pays ordinaires. Nous avons instauré une politique générale de logistique à l'échelle nationale, notamment de gestion des entrepôts, afin d'optimiser l'utilisation des ressources.

Les services d'approvisionnement ont émis des ordres d'achat d'une valeur de 139 millions de dollars. La valeur totale des nouveaux accords a atteint 162 millions de dollars, niveau record. Les vaccins ont représenté environ 80 % de ce montant; cependant la part des produits pharmaceutiques, de la nutrition et des fournitures médicales est passée de 8 % en 2002 à 16 % en 2003. Nous nous sommes associés à la Mailman School of Public Health (Université Columbia de New York) et aux Gouvernements du Bangladesh et du Malawi pour prodiguer fournitures et services relatifs au VIH/SIDA. L'UNICEF a également obtenu des vaccins contre la polio par l'intermédiaire du mécanisme de conversion des prêts de la Banque mondiale en subventions, au Nigéria et au Pakistan.

Conformément aux réformes des Nations Unies, la Division des approvisionnements s'est associée à d'autres organismes des Nations Unies et partenaires du secteur public pour établir des normes techniques et garantir l'achat de fournitures de qualité. Dans le cadre de l'initiative « 3 millions d'ici à 5 ans », qui vise à fournir d'ici à 2005 un traitement à 3 millions de

personnes vivant avec le VIH/SIDA, l'UNICEF a formé un nouveau partenariat avec le Service des médicaments et produits diagnostiques concernant le SIDA et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets. L'UNICEF, le Bureau des services d'achat interorganisations, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Organisation mondiale de la Santé ont proposé un projet d'achat et de gestion communs des fournitures au Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. L'UNICEF a également présidé le Groupe de travail des services d'achat interorganisations. La Division des approvisionnements a publié un catalogue, le premier depuis 1997, et en a lancé une version en ligne mise à jour, ce qui permet de simplifier notre collaboration avec les fournisseurs et avec les partenaires des Services d'achat.

#### **DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION À LA POINTE DU PROGRÈS**

L'utilisation novatrice des technologies de l'information nous permet non seulement de simplifier notre action, mais également de jouer un rôle de premier plan dans le cadre de la collaboration des Nations Unies en matière de technologies de l'information. Nous avons dirigé le forum organisé à l'échelle des Nations Unies sur les Groupes d'intérêt fonctionnels sur SAP et le Groupe de télécommunication interorganisations. Nous avons participé à l'établissement et au renforcement du

Groupe de travail chargé de l'harmonisation des technologies de l'information et de la communication sur le terrain, relevant du Groupe des Nations Unies pour le développement.

Nous avons partagé notre savoir-faire avec des organismes qui envisagent de mettre en œuvre les applications de Planification des ressources organisationnelles et avons également fourni une version améliorée du programme de suivi sur le terrain, le logiciel DevInfo, qui permet à toutes les équipes de pays des Nations Unies d'évaluer les progrès effectués dans la réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire.

En 2003, une version améliorée du site Internet de l'UNICEF a été mise en ligne. Un nouveau système de gestion du contenu permet aux bureaux extérieurs de contribuer au site tout en se conformant à notre image de marque. La gestion améliorée de l'infrastructure et des opérations a permis de mieux contrôler les risques et maîtriser les coûts pour l'ensemble des opérations mondiales de l'UNICEF. Les progrès réalisés en matière de connectivité ont permis de relier 179 bureaux de l'UNICEF dans le monde au sein d'un réseau sécurisé, d'étendre la portée de notre Intranet et de réduire les coûts grâce au Protocole Voice Over Internet en plus de 80 endroits. Avec la mise au point de notre « Fly Away VSAT », un satellite plus léger et d'un déploiement plus aisé, l'UNICEF peut maintenant intervenir rapidement en situation d'urgence au moyen de télécommunications rapides. Notre VSAT fait figure de référence pour les autres organismes des Nations Unies devant intervenir en cas d'urgence.

Pour la deuxième année consécutive, l'UNICEF s'est vu décerner le prestigieux « Prix CIO 100 » du magazine *CIO*. Deux publications des Programmes exécutifs Gartner ont salué notre ingéniosité et nos meilleures pratiques.

### UN PERSONNEL DÉVOUÉ ET DÉTERMINÉ

L'UNICEF continue de recruter et de déployer des membres du personnel dans le but de tirer le meilleur parti de leurs talents et de leur savoir-faire. Nous avons instauré le Plan de changement des ressources humaines de façon à continuer à optimiser la gestion des ressources humaines. L'UNICEF accorde ainsi la priorité à l'apprentissage et au perfectionnement du personnel aux fins de la direction, de la gestion, des programmes et des opérations. Nous sommes passés de formes traditionnelles de perfectionnement du personnel, comme les séminaires, à des méthodes moins conventionnelles, comme les cours en ligne. Cela donne aux membres du personnel l'occasion d'acquérir des compétences et de les perfectionner.

Le système de Développement professionnel et personnel a été mis en place pour aider les membres du personnel de

l'organisation à harmoniser leurs objectifs avec les possibilités de carrière de l'UNICEF, et pour perfectionner les capacités et compétences du personnel. Les politiques en vigueur ont été modifiées et de nouvelles politiques ont été élaborées en vue d'améliorer la qualité de vie du personnel, sur les plans personnel et professionnel. Le modèle de gestion de la relève, mis au point en 2002 dans le but de recenser les administrateurs les plus aptes à occuper des postes clés avant même que ces postes ne soient à pourvoir, a été mis en œuvre en 2003. La politique de roulement a été renforcée afin d'encourager le personnel à faire l'expérience de postes divers sur le plan géographique, de nouveaux emplois et de responsabilités différentes.

Les situations d'urgence n'ont pas été sans poser de difficultés sur le plan de l'affectation du personnel, mais nous avons relevé avec succès ces défis. Les Ressources humaines se sont véritablement et efficacement adaptées à la situation d'urgence en Iraq en recrutant et déployant du personnel. Le personnel a reçu dans les délais des prestations sociales, des consignes de politique générale et des évaluations régulières de la situation. L'organisation a malheureusement été endeuillée par la mort tragique de Chris Klein-Beekman lors de l'attentat qui a eu lieu en août au complexe des Nations Unies en Iraq.



# NOTRE MISSION

**DÉFENDRE** les droits des enfants, aider à répondre à leurs besoins, assurer leur survie et leur donner davantage de possibilités de s'épanouir.

**MOBILISER** la volonté politique nécessaire pour investir en faveur du bien-être des enfants.

**INTERVENIR** dans les situations d'urgence et renforcer la capacité des enfants et de leurs familles à gérer les crises, notamment celles que provoquent les conflits armés, les catastrophes naturelles et le VIH/SIDA.

**AIDER** les pays en transition à protéger les droits des jeunes et à offrir des services d'importance vitale aux enfants et à leurs familles.

**PROMOUVOIR** l'égalité des droits des garçons et des filles et encourager leur participation à part entière au développement de leurs communautés.

**ŒUVRER** en faveur des objectifs de développement adoptés par la communauté internationale et de la paix, de la justice et du progrès social consacrés par la Charte des Nations Unies.

**L'UNICEF** s'engage à réaliser les Objectifs de développement pour le Millénaire et à la création d'un monde digne des enfants. Ces engagements sont partagés par nombre de gouvernements, organisations non gouvernementales et communautaires, associations confessionnelles, militants des droits de l'enfant, et enfants eux-mêmes. Ensemble, nous contribuons à transformer ces promesses en actions.



« Je pense que Pastoral da Criança a sauvé la vie de mon fils. »

Celina Candido a suivi les conseils d'une voisine bien intentionnée et a arrêté d'allaiter au sein son fils José dès l'âge de quatre mois. Incapable de digérer les aliments qui lui furent donnés, José s'est affaibli de jour en jour. Une amie a recommandé à Celina d'emmenner José à Pastoral da Criança.

« Je pense que Pastoral da Criança a sauvé la vie de mon fils », affirme Celina, 19 ans. « Je l'ai emmené au centre et ils m'ont dit que c'est parce que je lui ai donné trop tôt de l'eau et des aliments. »

L'organisation communautaire Pastoral da Criança dessert les régions les plus pauvres de l'Angola. Le programme est axé sur les soins prénatals, l'allaitement au sein, la nutrition, le développement et les soins de santé de l'enfant. Elle bénéficie du soutien financier et technique de l'UNICEF.

Le programme repose essentiellement sur des volontaires, qui reçoivent 40 heures de formation. Parce qu'elle dispose d'un personnel de volontaires, l'association Pastoral da Criança présente un bon rapport coût/efficacité : un dollar aide un enfant par mois.

Delfina Bernardo, une volontaire type, travaille dans un quartier défavorisé de Luanda. Marchant avec précaution dans les rues en très mauvais état, elle se rend de domicile en domicile pour transmettre aux mères des principes vitaux.

Une fois par mois, Pastoral da Criança réunit les femmes et les enfants pour surveiller le poids des bébés, donner des conseils de santé et de nutrition et permettre aux mères d'échanger leurs expériences. Certains mois, plus de 200 mères se réunissent.

Celina estime que Delfina a eu une influence majeure sur l'avenir de son fils. José, qui a maintenant 11 mois, est en bonne santé et éveillé.

Mais pour Delfina, un enfant en bonne santé n'est qu'un début.

« Pour moi, il ne s'agit pas seulement d'aider un nourrisson malade, explique-t-elle, mais d'aider une mère qui préservera la santé de ses quatre ou cinq enfants, et transmettra ses connaissances à d'autres mères. »

# COMITÉS NATIONAUX



La notoriété dont jouit l'UNICEF dans le monde tient en grande partie aux efforts inlassables que déploient ses 37 Comités nationaux, qui représentent l'organisation dans les pays industrialisés (voir page 50 la liste des comités). Les Comités nationaux entretiennent des relations avec des partenaires importants du secteur privé et avec plus de 6 millions de donateurs particuliers, mobilisant ainsi un tiers des recettes de l'UNICEF. Leur engagement en faveur des enfants contribue de façon essentielle à la réalisation du plan stratégique à moyen terme et à l'avancement des Objectifs de développement pour le millénaire.

Pour les Comités nationaux, 2003 a été à la fois une année de tradition et une année de nouveautés.

Le Comité national du Japon, qui célébrera son 50e anniversaire en 2005, est le premier Comité à avoir réuni en une seule année plus de 100 millions de dollars pour l'UNICEF. Il s'est en outre mobilisé en faveur de la ratification de deux Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant — contre l'exploitation sexuelle des enfants et contre l'implication d'enfants dans les conflits armés.

Le Comité national allemand a célébré son 50e anniversaire en 2003 avec des centaines d'activités, notamment une exposition créée par des enfants — la campagne des « 1000 vœux ». Cette exposition a été successivement présentée à Berlin, à Rio de Janeiro, à Tokyo et à New York et arrivera à Athènes à temps pour les Jeux olympiques d'été.

Le lancement du fleuron des publications de l'UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2004*, a pour la première fois eu lieu en Europe. Le Comité national suisse a organisé et accueilli cet événement, dans le cadre duquel l'UNICEF a mis en évidence les liens existants entre l'éducation des filles et les Objectifs de développement pour le Millénaire.

Le Fonds des États-Unis a aidé l'UNICEF à célébrer un cap important — cinquante années de mobilisation de célébrités en faveur des enfants. Organisée à Los Angeles, cet événement a attiré de nombreuses stars et permis de recueillir 1,5 million de dollars.

De nombreux Comités nationaux ont recruté des célébrités pour jouer le rôle d'Ambassadeurs itinérants.

Le célèbre footballeur italien, Francesco Totti, a mis l'humour au service de l'aide internationale, en cédant à UNICEF Italie la moitié des bénéfices de son recueil de plaisanteries, qui figure parmi les meilleures ventes de livres. Une autre légende du football, Luis Figo, s'est associé à UNICEF Portugal pour sensibiliser le public à l'importance de l'éducation des filles. Les acteurs Pierce Brosnan et Liam Neeson continuent de faire généreusement don de leur temps pour l'UNICEF Irlande. Robbie Williams a participé à la campagne « Mettre fin à l'exploitation des enfants » du Comité du Royaume-Uni.

Les relations avec le secteur privé continuent de se développer. Les comités de l'Espagne et de la Suisse ont formé un partenariat avec des sociétés de téléphonie mobile pour sensibiliser la population et recueillir des fonds. Le Comité national hellénique s'est associé à Diners Club, lançant une carte de crédit spéciale qui contribue aux programmes de vaccination de l'UNICEF, sans encourir de frais supplémentaires pour le détenteur de la carte.

Les médias ont contribué de façon essentielle à l'action et à la notoriété des Comités nationaux. Le Comité tchèque coopère avec un magazine national, ce qui a amélioré la couverture médiatique de projets de l'UNICEF tels que l'enregistrement des naissances et la suppression du travail des enfants. En Finlande, une campagne d'information et de collecte de fonds menée avec la société nationale de radio et télédiffusion a été principalement axée sur les enfants réfugiés et déplacés de l'Afrique de l'Ouest. Une attention particulière a été accordée à l'action que mène l'UNICEF en vue de scolariser de nouveau les enfants au Libéria, pays dévasté par la guerre.

Le Comité des Pays-Bas a lancé une campagne multimédia intégrée portant sur les enfants touchés par la guerre, en mettant l'accent sur le Burundi. Cette campagne de collecte de fonds a eu lieu le 20 novembre, date anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, et a permis de réunir 1 865 000 euros et 19 600 nouvelles promesses de contribution.

Les Comités nationaux d'Andorre, de la France, de l'Italie, de la Corée, de la Slovaquie et de l'Espagne ont produit et traduit « Kids Inclusive », du matériel d'éducation encourageant les efforts des enfants visant à mettre fin à la discrimination et à l'exclusion sociale, qui a été distribué auprès de plus de

3 millions d'enfants de pays industrialisés. La participation des enfants a également joué un rôle fondamental dans les programmes de sensibilisation des Comités de la Belgique, du Danemark, de la France et de l'Espagne.

En 2003, les Comités nationaux de l'Australie, du Canada, de l'Irlande, de la Suède et du Royaume-Uni ont convaincu des milliers de donateurs de devenir des « Parents mondiaux », en s'engageant à verser des dons mensuels à l'UNICEF. Les programmes de promesse de contribution sont une composante essentielle de l'action de tous les Comités.

Les campagnes de collecte de fonds menées par les Comités nationaux pour les situations d'urgence sont essentielles. En 2003, plus de 56 millions de dollars ont ainsi été obtenus, plus de la moitié de cette somme étant destinée à financer notre action en Iraq. Le 26 décembre, quelques heures seulement après qu'un gigantesque tremblement de terre eut détruit la ville iranienne de Bam, le Comité belge a affrété un avion pour envoyer des tonnes de fournitures d'urgence. En l'espace de quelques jours, les Comités nationaux ont recueilli 10 millions de dollars pour les enfants du pays.

L'action de l'UNICEF et des Comités nationaux se fonde sur la Convention relative aux droits de l'enfant. L'action de mobilisation menée par les Comités au Canada, en Italie, en Lettonie, en Nouvelle-Zélande, en Pologne et en Slovaquie a permis d'attirer l'attention sur la Convention et de rappeler à ces pays les efforts qu'il reste à fournir à l'heure où les gouvernements se préparaient à donner suite à la Session extraordinaire de 2002 consacrée aux enfants.

**Sir Peter Ustinov.** L'UNICEF a perdu un ami et partenaire en mars 2004. A l'heure où nous mettons sous presse, nous tenons à rendre hommage à l'immense contribution de ce grand humaniste. Sir Peter, acteur, écrivain et Ambassadeur itinérant de l'UNICEF depuis 1968, était un ami cher à nos Comités nationaux. Il les soutenait activement en participant à des activités de mobilisation et à des collectes de fonds et en accordant des interviews aux médias. Il se consacrait sans relâche à cette tâche, ne manquant aucune occasion de rappeler au monde ses obligations vis-à-vis des enfants. Il a dit un jour : « Ce sont nos responsabilités, et non pas nous-mêmes, que nous devrions prendre au sérieux. »

# PARTENAIRES À L'ÉCHELLE MONDIALE

Les partenariats sont au cœur de notre action. Pour mieux accomplir sa mission, l'UNICEF collabore avec d'autres organismes des Nations Unies comme la Banque mondiale, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Bureau du Groupe des Nations Unies pour le développement, le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, la Division de la promotion de la femme de l'ONU, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation mondiale de la Santé, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme alimentaire mondial.

Afin de renforcer les relations avec les partenaires à long terme et de susciter de nouvelles collaborations, l'UNICEF a créé en 2003 le Bureau des partenariats publics. Sa mission est double : établir et renforcer des partenariats à l'échelle mondiale et œuvrer au sein de l'UNICEF pour nous aider à tirer le meilleur parti de ces alliances.

Bon nombre de nos collaborateurs sont énumérés ci-après.

## COMMUNICATIONS

AllAfrica.com, BBC World Service, China Central Television, Commonwealth Broadcasting Association, Dorling Kindersley UK, Fox Kids, OneWorld.net, Reuters Africa Journal, Sesame Workshop

## ENTREPRISES, MILIEU DES AFFAIRES ET INDUSTRIES

Aeon, Association européenne des producteurs de sel, Aventis Pasteur, Becton, Dickenson and Company, Caisse d'Épargne, Conad, Eastman Kodak, Électricité de France, ENI, FTSE, GlaxoSmithKline, Honda Motor Company, InterContinental Hotels Group, ORC Macro/Measure DHS+, Pinault-Printemps-Redoute, Siemens

## INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET FONDATIONS

Ani and Narod Memorial Fund, Banco do Brasil, Bank Handlowo Przemyslowy/Polski Bank Kredytowy, Banque de développement asiatique, Elizabeth Glazer Paediatric AIDS Foundation, Fondation Bernard Van Leer, Fondation Bill & Melinda Gates, Fondation Conrad N. Hilton, Fondation Netaid.org, Fonds japonais pour la réduction de la pauvreté, Henry J. Kaiser Family Foundation, Human Security Trust Fund, ING Bank, Step by Step Foundation, Third Millennium Foundation.

## INITIATIVES, ALLIANCES ET PARTENARIATS MONDIAUX

Alliance mondiale en faveur de l'allaitement au sein, Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination, Alliance mondiale pour une meilleure nutrition, Conseil de collaboration pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, Consultative Group on Early Childhood Care and Development, Fonds mondial pour la lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, Global Campaign for Education, Global Network for Better Care, Groupe interinstitutions pour la surveillance de l'allaitement maternel, Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite, Initiative multilatérale sur le paludisme, Malaria Consortium, Mouvement mondial en faveur des enfants, Organisation de la Conférence islamique, Partenariat contre la rougeole, Partenariat de Faire reculer le paludisme, Réseau d'action mondiale pour l'alimentation des nourrissons, Réseau pour l'élimination permanente de la carence en iode, Safe Injection Global Network, Union interparlementaire.

## INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES

Agence canadienne de développement international, Agence japonaise de coopération internationale, Agence suédoise de développement international, Agency for International Development des Etats-Unis, Centers for Disease Control and Prevention (États-Unis), Conseil norvégien pour les réfugiés, Department for International Development (Royaume-Uni), Development Cooperation Ireland, Programme de micronutriments de l'Agency for International Development des Etats-Unis, Société suisse de développement

## GROUPES HUMANITAIRES, DE SERVICES ET À BUT NON LUCRATIF

Aide de l'Église norvégienne, Amnesty International, Appel pour la paix de La Haye, Association chinoise de l'industrie du sel, Association mondiale des guides et des éclaireuses, Bureau Quaker auprès des Nations Unies, Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, CARE, Centre international de recherche sur les femmes, Centre international de référence pour l'approvisionnement en eau collective et l'assainissement, Child Rights Caucus, Coalition pour mettre fin à l'utilisation d'enfants soldats, Comité des ONG pour les droits de l'enfant, Comité des ONG pour l'UNICEF, Comité international de la Croix-Rouge, Comité international de secours, Commission des femmes pour les femmes et enfants réfugiés, Conférence mondiale des religions pour la paix, Conseil international de lutte contre les troubles dus à la carence en iode, Criança Esperança, ECPAT International, Education Development Center, Family Health International, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Fondation Soros, Fonds mondial pour la nature, Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits

de l'enfant, Helen Keller International, Human Rights Watch, International Vitamin A Consultative Group, Kiwanis International, La Leche League International, March of Dimes, Médecins Sans Frontières, The Micronutrient Initiative, Open Society Institute, Organisation internationale pour les migrations, Oxfam, Plan, Population Council, Programme du Commonwealth pour la jeunesse, Programme de technologie appropriée pour la santé, Réseau régional pour les enfants, Rotary International, Salt Institute, Save the Children, Service social international, Société internationale pour la prévention des mauvais traitements et négligences envers les enfants, World Heart Federation, Youth Net.

#### SPORTS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA PAIX

A.C. Milan, CONMEBAL, Campagne « Right to Play », Comité olympique international, Conseil asiatique du cricket, Fédération internationale de badminton, Fédération internationale de Football Association, Fédération internationale de volley-ball, Fox Kids Cup, Manchester United, National Basketball Association, Real Madrid

#### UNIVERSITÉS

Columbia University (États-Unis), Imperial College London (Royaume-Uni), London School of Hygiene & Tropical Medicine (Royaume-Uni), Johns Hopkins University Center for Communication Programs (États-Unis), Rollins School of Public Health at Emory University (États-Unis), Tulane University (États-Unis), Centre for International Child Health of University College London (Royaume-Uni), Division of General Pediatrics and Adolescent Health, University of Minnesota (États-Unis)

## L'EFFICACITÉ DES PARTENARIATS

**Change for Good** est un partenariat à long terme entre l'UNICEF et des compagnies aériennes internationales. Ce programme a permis d'obtenir plus de 50 millions de dollars depuis 1991 en encourageant les passagers à faire don à l'UNICEF des devises étrangères qui leur restent. **British Airways** a ainsi réuni plus de 29 millions de dollars depuis 1994, dont 2,7 millions en 2003. **Aer Lingus** a versé à l'UNICEF près de 5 millions de dollars au cours des cinq dernières années. **Cathay Pacific** et **Qantas Airways** ont chacun obtenu plus d'un million de dollars en 2003. **Alitalia**, **All Nippon Airways**, **American Airlines**, **Finnair** et **Japan Airlines** ont également apporté leur soutien à l'UNICEF en organisant des collectes de fonds à bord de leurs avions.

**Check Out for Children**, partenariat avec **Starwood Hotels and Resorts**, a aidé l'UNICEF à vacciner plus de 500 000 enfants, en réunissant 10 millions de dollars depuis 1995. Ce programme a permis de financer directement au Pérou une campagne de vaccination contre l'hépatite B des nouveau-nés et des enfants en bas âge.

Les **Olympiades culturelles**, organisation internationale créée dans la perspective des Jeux olympiques d'Athènes de 2004, a permis à l'UNICEF de vacciner 1,4 million d'enfants de régions pauvres et isolées, grâce à des dons de 7 millions de dollars. En l'honneur de ce partenariat, des cartes de vœux spéciales, porteuses de messages de bienveillance et d'entente interculturelle, ont été produites pendant l'hiver 2003 et au printemps 2004.

**IKEA** et l'UNICEF ont uni leurs efforts en vue de mettre fin au travail des enfants en Inde. Cette alliance créée il y a cinq ans et ayant réuni à ce jour 1,4 million de dollars vise principalement à prévenir et à éliminer l'exploitation des enfants dans la région d'Uttar Pradesh où sont fabriqués des tapis. À la fin de l'année 2003, cette initiative de l'UNICEF et d'IKEA avait bénéficié à 402 000 personnes de 200 villages.

# PARTENARIATS AVEC DES ENTREPRISES À L'ÉCHELLE DES PAYS

Différentes entreprises se sont associées aux Comités nationaux et aux bureaux extérieurs pour sensibiliser le public et collecter des fonds pour le compte de l'UNICEF. Ces alliances ont aidé à poursuivre bon nombre de nos initiatives mondiales.

Le partenariat de l'UNICEF Australie avec **JCDecaux**, l'agence de publicité du secteur des transports **Buspak** et le journal financier national **Australian Financial Review** a permis de mener une campagne de publicité extérieure présentant le programme « Parent mondial » de l'UNICEF.

Au Japon, **Vodafone** a versé à l'UNICEF des fonds provenant d'un programme de promotion du recyclage de téléphones portables et de « Charity Dial », un programme de dons par appels téléphoniques. Également au Japon, **Mitsubishi Motors Corporation** finance des programmes de l'UNICEF à l'aide des ventes du modèle Grandis. L'UNICEF Mongolie a passé en 2003 son premier partenariat avec une entreprise, **Monkhangai Group**, société de vente au détail et en gros. Monkhangai donnera 1 % de ses bénéfices nets à l'UNICEF et a invité ses clients à « arrondir » au niveau supérieur leurs factures pour bénéficier aux programmes menés dans ce pays en faveur des enfants. En Chine, **le Conseil commercial Canada Chine** a recueilli des fonds pour l'UNICEF. **Starbucks** a placé dans ses cafés de Beijing et Tianjin des boîtes de collecte de fonds destinés aux programmes en faveur des jeunes enfants.

L'UNICEF Equateur et **Ecuavisa** ont organisé ensemble le Telethon Ninoesperanza pour promouvoir les droits de l'enfant. Le Téléthon, diffusé dans trois grandes villes, a bénéficié des contributions d'entreprises locales, notamment : **Banco de Guayaquil**, **Odebrecht**, **La Cemento Nacional** et **Kelloggs**. Au Mexique, **Grupo Financiero Santander** a encouragé les clients retirant de l'argent à ses distributeurs de billets de banque à verser 10 centimes à l'initiative « Chaque enfant à l'école » de l'UNICEF. Aux États-Unis, **Kimberly-Clark**, qui s'est engagé à verser 2,6 millions de dollars sur quatre ans, a alloué 700 000 dollars au financement des programmes de l'UNICEF aidant les ménages ayant à leur tête un enfant. **Cartoon Network**, division de **Turner Broadcasting System**, a continué à apporter son soutien pluriannuel à la campagne « Trick-or-Treat pour l'UNICEF », en accordant un appui médiatique d'une valeur de plus de 5,6 millions de dollars. **Procter & Gamble** a contribué à fournir le matériel éducatif de cette campagne aux enfants de la septième à la douzième année d'école et a accordé une subvention aux programmes d'éducation de l'UNICEF en Iraq.

L'UNICEF France et **Biotherm** se sont associés dans le cadre de l'opération « De la source à la vie » dont l'objectif est de faciliter l'accès à de l'eau salubre au Bénin et au Cambodge. En France, l'UNICEF a également coordonné des alliances multinationales avec **Ipsos** et **Relay**. L'UNICEF Espagne s'est associé à **Energizer** pour lutter contre le travail et l'exploitation des enfants au Brésil, en faisant don d'un pourcentage de ses ventes réalisées en Autriche, en Belgique, en France, en Allemagne, en Italie, au Portugal et en Espagne. Également en Espagne, **Amena**, le plus grand opérateur de téléphonie mobile du pays, a effectué une collecte de fonds auprès de ses 4 000 employés. Environ 8 000 clients ont aussi participé à cette initiative, qui a renforcé le financement et la notoriété de l'UNICEF. L'opérateur de téléphonie mobile d'Andorre, **Servei de Telecomunicacions d'Andorra**, a affecté un numéro de téléphone spécial à la collecte des fonds destinés à l'UNICEF. Le coût de chaque appel est intégralement versé à l'UNICEF. **Diners Club** a lancé en Grèce sa première carte de crédit spéciale, 0,5 % du montant des achats du détenteur de la carte étant versé aux programmes de vaccination de l'UNICEF. La **Postcode Lottery néerlandaise**, la plus grande loterie des Pays-Bas œuvrant pour les organismes caritatifs, a fait don à l'UNICEF de 18 millions de dollars en 2003. **Feyenoord**, grand club de football néerlandais, effectue tous les ans un don à un projet de prévention du VIH/SIDA au Ghana, le programme « Le droit de savoir des adolescents ». Les hôtels suédois **Elite** réunissent des fonds pour l'UNICEF depuis 2002 en ajoutant 40 centimes à chaque don effectué par un de leurs clients.

En Suisse, **Procter & Gamble** a recueilli des fonds destinés à des projets éducatifs au Tchad. Pendant la situation de crise en Iraq, la compagnie a mobilisé des fonds qui ont joué un rôle essentiel dans l'intervention de l'UNICEF. En 2003, l'UNICEF Suisse et **Orange Communications** ont organisé une Journée de l'UNICEF sur le thème du « dialogue interculturel ». Les recettes nettes ont été versées à un projet éducatif au Viet Nam. L'an dernier également, l'UNICEF Suisse et **Lindt & Sprüngli** ont célébré dix ans de partenariat en faveur des enfants. La banque slovaque **Slovenská Sporitel'ňa** s'engage en faveur des programmes de l'UNICEF en lui apportant un appui direct depuis 2001. Au Royaume-Uni, la **Fondation du Groupe Vodafone** soutient l'action que mène l'UNICEF contre le trafic d'enfants en Europe du Sud et en Europe de l'Est et s'est engagée à verser 1,8 million de dollars dans les deux années à venir. Au Portugal, un tournoi de football, **AIISTARS 03**, a été organisé pour collecter des fonds destinés aux programmes de l'UNICEF. L'UNICEF Portugal a lancé un appel de fonds intégré, qui a permis d'obtenir plus d'un million de dollars pour la situation d'urgence en Iraq.

# AMBASSADEURS ITINÉRANTS

**LORD RICHARD ATTENBOROUGH** (Royaume-Uni)

**EMMANUELLE BÉART** (France)

**HARRY BELAFONTE** (États-Unis)

**JUDY COLLINS** (États-Unis)

**MIA FARROW** (États-Unis)

**WHOOPI GOLDBERG** (États-Unis)

**ANGÉLIQUE KIDJO** (Bénin)

**JOHANN OLAV KOSS** (Norvège)

**TETSUKO KUROYANAGI** (Japon)

**FEMI KUTI** (Nigéria)

**LEON LAI** (Hong Kong)

**JESSICA LANGE** (États-Unis)

**RICKY MARTIN** (Porto Rico)

**SHAKIRA MEBARAK** (Colombie)

**SIR ROGER MOORE** (Royaume-Uni)

**NANA MOUSKOURI** (Grèce)

**YOUSSOU N'DOUR** (Sénégal)

**VANESSA REDGRAVE** (Royaume-Uni)

**SEBASTIÃO SALGADO** (Brésil)

**SUSAN SARANDON** (États-Unis)

**VENDELA THOMMESSEN** (Norvège)

**SIR PETER USTINOV** (Royaume-Uni)

**MAXIM VENGEROV** (Fédération de Russie)

**GEORGE WEAH** (Libéria)

Jessica Lange (photo du haut), Shakira Mebarak (photo du milieu) et Whoopi Goldberg (photo du bas) ont été nommées ambassadrices itinérantes en 2003.



# RESSOURCES



## RECETTES\*

L'UNICEF est entièrement financé par des contributions volontaires. Ces contributions proviennent de deux sources principales : gouvernements et organisations intergouvernementales; groupes non gouvernementaux, secteur privé et particuliers.

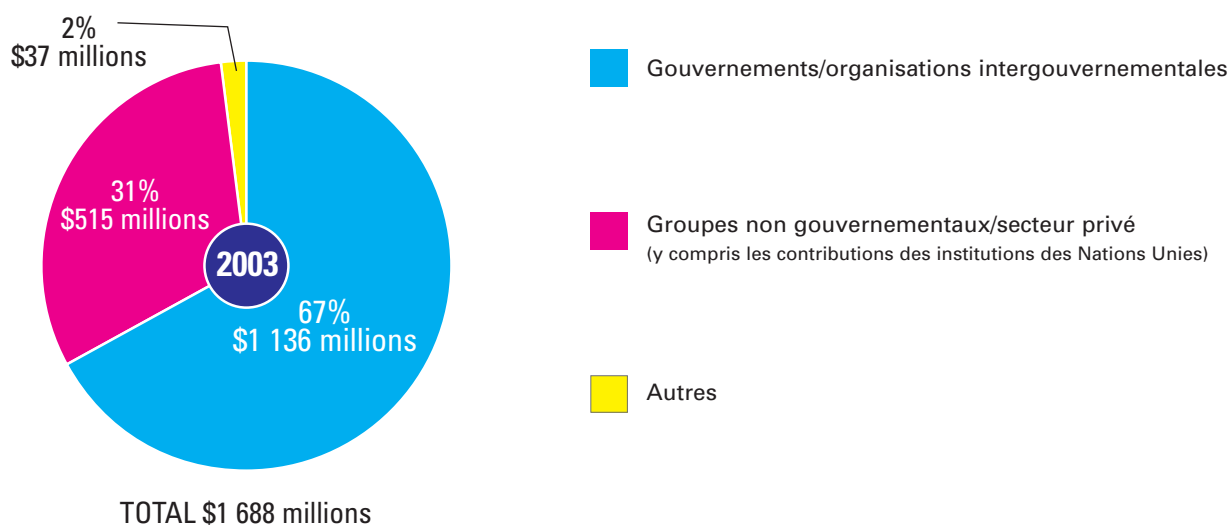
Le montant total des contributions pour 2003 s'est élevé à 1 688 millions de dollars, soit une hausse de 16 % par rapport aux contributions de 1 454 millions reçues en 2002. Cette hausse s'explique par l'augmentation importante des contributions relatives aux situations d'urgence ainsi que par l'effet positif qu'a eu l'appréciation des devises de certains donateurs par rapport au dollar des États-Unis sur les valeurs comptabilisées des contributions. Après ajustement, le montant des recettes constatées s'est élevé à 1 680 millions de dollars, contre 1 447 millions de dollars en 2002.

Les contributions des gouvernements et des organisations intergouvernementales ont représenté 67 % (1 136 millions de dollars) du montant total. Les organisations non gouvernementales et le secteur privé ont versé 515 millions de dollars (31 %), tandis que 37 millions de dollars (2 %) ont été obtenus auprès de diverses autres sources, intérêts créditeurs compris. (Voir les tableaux « Contributions à l'UNICEF par provenance », ci-dessous, et « Le montant total des recettes de l'UNICEF par provenance, 2003 », pages 44-48).

### L'IMPORTANCE CAPITALE DES RESSOURCES ORDINAIRES

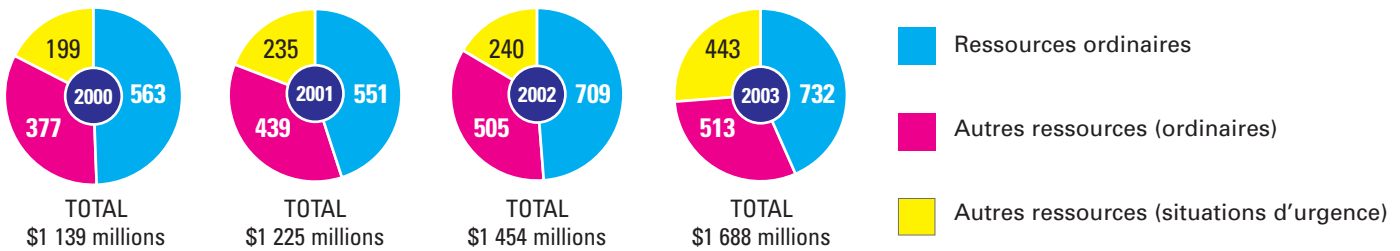
Les ressources ordinaires constituent les ressources de base de l'UNICEF; elles financent les programmes de coopération avec les pays approuvés par le Conseil d'administration, l'appui aux programmes et la gestion et l'administration de l'organisation. L'organisation dépend de ces ressources pour préserver ses moyens d'action de base, ce qui lui permet de s'assurer une véritable présence mondiale et de garantir ainsi la continuité de son action. L'UNICEF se sert des ressources ordinaires pour aider les pays à atteindre les Objectifs de développement pour le Millénaire, décidés par les Nations Unies. Ces ressources financent l'action essentielle menée par l'organisation en vue de créer un monde digne des enfants et de s'acquitter de ses responsabilités en mettant en œuvre le plan stratégique à moyen terme pour 2002-2005 adopté par le Conseil d'administration. En l'absence de ressources ordinaires fiables et à la hausse, l'UNICEF risquerait de ne pas pouvoir s'acquitter de sa mission avec cohérence et d'avoir de plus en plus de mal à remplir son mandat, qui consiste à garantir les droits de tous les enfants. Ce n'est qu'en disposant de programmes de base solides et efficaces que l'UNICEF peut véritablement mettre à profit les « autres ressources » versées par les gouvernements et le secteur privé.

### CONTRIBUTIONS À L'UNICEF PAR PROVENANCE (pour 2003, en dollars des États-Unis)



\*Tous les dollars sont des dollars des États-Unis.

## CONTRIBUTIONS À L'UNICEF, 2000-2003 (en millions de dollars des États-Unis)



L'allocation aux pays des ressources ordinaires au titre de l'aide directe aux programmes s'effectue selon trois critères : le taux de mortalité des moins de cinq ans (la probabilité qu'un enfant meure avant l'âge de cinq ans, pour 1 000 naissances vivantes); le montant du revenu (produit national brut par habitant); et le nombre d'enfants dans le pays. (Voir tableau page 39, sur la répartition des ressources ordinaires par pays.)

En 2003, un montant total de 732 millions de dollars a été versé à l'UNICEF au titre des ressources ordinaires, contre 709 millions de dollars en 2002. Après ajustement, 724 millions de dollars ont été comptabilisés comme recettes ordinaires. Ce montant comprend les contributions versées par les gouvernements, le montant net des recettes provenant de la vente des cartes de vœux et autres produits, les fonds recueillis auprès du public (principalement par l'intermédiaire des Comités nationaux pour l'UNICEF), les fonds recueillis auprès des organisations non gouvernementales et dans le cadre des accords interinstitutions, et diverses autres recettes. (Voir les diagrammes ci-dessus). Principalement du fait de la hausse des « autres ressources » affectées aux situations d'urgence, les ressources ordinaires ont représenté 43 % du montant total des contributions, alors qu'il était prévu qu'elles atteignent 46 %.

### LES AUTRES RESSOURCES ÉLARGISSENT LE CHAMP D'ACTION DE L'UNICEF

La seconde catégorie de ressources de l'UNICEF, dites « autres ressources », est constituée de fonds affectés à des objectifs, programmes et projets précis, y compris ceux ayant trait à des priorités mondiales. Ces ressources permettent d'élargir le champ d'action des programmes de coopération avec les pays et donnent à l'UNICEF des moyens supplémentaires d'atteindre les objectifs opérationnels correspondant aux priorités de l'organisation — éducation des filles, développement du jeune enfant, programmes élargis de vaccination, lutte contre le VIH/SIDA, et protection de l'enfant. Pour réduire les coûts de transaction et exécuter ses programmes de manière plus efficace et plus économique, l'UNICEF essaie d'obtenir des contributions qui soient assorties de restrictions aussi peu nombreuses que possible quant à l'utilisation des fonds.

Les contributions versées au titre des autres ressources ont atteint 956 millions de dollars (soit 57 % du montant total des contributions) en 2003. Sur ce total, 513 millions de dollars (31 % des contributions) ont servi à financer des projets approuvés par le Conseil d'administration et visant à compléter des programmes financés par les ressources ordinaires; et 443 millions de dollars (26 % des contributions) ont été affectés à des programmes de secours et de relèvement en situation d'urgence. Ce dernier poste, également dénommé « assistance humanitaire », a connu une hausse considérable, augmentant de 202 millions de dollars, soit 84 %, par rapport à 2002.

En 2003, l'UNICEF a officiellement introduit une nouvelle catégorie d'autres ressources : les contributions thématiques. Ces contributions de donateurs financent l'obtention de résultats dans des domaines thématiques précis, liés aux priorités organisationnelles susmentionnées. Ces contributions font l'objet de restrictions moins nombreuses quant à leur utilisation, d'une gestion simplifiée avec des allocations budgétaires thématiques à long terme à l'échelle des pays et d'une comptabilisation globale au niveau thématique, ce qui permet de réduire les coûts de transaction. En 2003, les contributions thématiques se sont élevées à 29,6 millions de dollars.

### CONTRIBUTIONS GOUVERNEMENTALES

En 2003, les gouvernements et organisations intergouvernementales ont versé à l'UNICEF 1 136 millions de dollars (soit une hausse de 223 millions de dollars, ou 24 %, par rapport à 2002). Quarante-huit gouvernements (31 pays à revenu élevé, 41 pays à revenu moyen et 16 pays à faible revenu) ont versé en tout en 2003 403 millions de dollars au titre des ressources ordinaires, soit une hausse de 10 % par rapport à l'année précédente. Les contributions versées par les gouvernements et les organisations intergouvernementales au titre des autres ressources se sont élevées à 733 millions de dollars, soit une augmentation de 34 % par rapport à 2002.

Les États-Unis restent en tête des gouvernements donateurs, fournissant à l'UNICEF un montant total de 288 millions de dollars. Leur contribution au titre des ressources ordinaires

## PROGRAMMES DE PAYS : FINANÇÉS PAR LES RESSOURCES ORDINAIRES

Les programmes de coopération de l'UNICEF avec les pays sont approuvés par le Conseil d'administration pour des périodes pluriannuelles et sont financés par les ressources ordinaires de l'UNICEF, à hauteur des montants indiqués ci-dessous. L'UNICEF élargit la portée de ces programmes, notamment durant les crises humanitaires, en utilisant des fonds assortis de restrictions appelés "autres ressources". (En dollars des États-Unis.)

L'UNICEF a coopéré avec 158 pays, régions et territoires en 2003 : 46 en Afrique subsaharienne (Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale); 35 en Amérique latine et aux Caraïbes (Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes); 35 en Asie (Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique et Bureau régional pour l'Asie du Sud); 20 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord); et 22 en Europe centrale et orientale, dans la Communauté d'États indépendants et dans les États baltes.	<b>Afghanistan</b>	2003–2005:	27 260 000 \$	<b>Égypte</b>	2002–2006:	10 779 000 \$	<b>Libéria</b>	2003–2005:	4 441 000 \$	<b>Rép. dém. pop. lao</b>	2002–2006:	7 618 000 \$	
	Programmes financés par des fonds au titre des activités régionales : dans le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe – les Seychelles; dans le Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord – la Libye.	<b>Afrique du Sud*</b>	2002–2006:	4 515 999 \$	<b>El Salvador</b>	2002–2006:	3 419 000 \$	<b>Madagascar</b>	2004:	4 099 000 \$	<b>République dominicaine</b>	2002–2006:	3 625 000 \$
		<b>Albanie</b>	2001–2005:	3 445 000 \$	<b>Équateur</b>	2004–2008:	3 912 000 \$	<b>Malaisie</b>	2002–2004:	1 500 000 \$	<b>République islamique d'Iran</b>	2000–2004:	3 902 000 \$
		<b>Algérie*</b>	2002–2006:	5 662 000 \$	<b>Érythrée</b>	2002–2006:	6 283 000 \$	<b>Malawi*</b>	2002–2006:	23 943 000 \$	<b>Rép. pop. dém. de Corée</b>	2004–2006:	3 310 000 \$
		<b>Angola</b>	2004:	5 537 000 \$	<b>Éthiopie*</b>	2002–2006:	81 016 784 \$	<b>Maldives</b>	2003–2007:	3 080 000 \$	<b>République centrafricaine</b>	2002–2006:	7 732 000 \$
		<b>Argentine</b>	2002–2004:	900 000 \$	<b>Ex-Rép. yougoslave de Macédoine</b>	2002–2004:	1 836 000 \$	<b>Mali</b>	2003–2007:	24 684 000 \$	<b>République-Unie de Tanzanie</b>	2002–2006:	37 793 000 \$
		<b>Arménie*</b>	2000–2004:	3 478 050 \$	<b>Fédération de Russie, Bélarus et Ukraine</b>	2003–2005:	7 467 000 \$	<b>Maroc</b>	2002–2006:	6 983 000 \$	<b>Roumanie</b>	2000–2004:	3 625 000 \$
		<b>Azerbaïdjan*</b>	2000–2004:	4 537 000 \$	<b>Gabon</b>	2002–2006:	3 100 000 \$	<b>Maurice (bureau fermé à la fin 2003)</b>	2001–2003:	1 500 000 \$	<b>Rwanda</b>	2001–2006:	14 147 000 \$
		<b>Bangladesh</b>	2001–2005:	62 613 000 \$	<b>Gambie</b>	2002–2006:	3 635 000 \$	<b>Mauritanie</b>	2003–2008:	7 666 000 \$	<b>Sao-Tomé-et-Principe</b>	2002–2006:	3 090 000 \$
		<b>Belize</b>	2002–2006:	3 010 000 \$	<b>Géorgie</b>	2001–2005:	3 380 000 \$	<b>Mexique</b>	2002–2006:	3 430 000 \$	<b>Sénégal*</b>	2002–2006:	10 309 000 \$
<b>Bénin</b>		2004–2008:	9 426 000 \$	<b>2001–2005:</b>	3 380 000 \$	<b>Mongolie</b>	2002–2006:	4 309 000 \$	<b>Serbie-et-Monténégro<sup>5</sup></b>	2002–2004:	2 112 000 \$		
* Comprend des ressources ordinaires supplémentaires allouées après que le Conseil d'administration eut approuvé les premiers fonds.	<b>Bhoutan</b>	2002–2006:	4 390 000 \$	<b>Ghana</b>	2001–2005:	17 165 000 \$	<b>Mozambique</b>	2002–2006:	36 288 000 \$	<b>Sierra Leone</b>	2004–2007:	11 794 000 \$	
	<b>Bolivie</b>	2003–2007:	5 474 000 \$	<b>Guatemala</b>	2002–2006:	4 639 000 \$	<b>Myanmar</b>	2001–2005:	33 010 000 \$	<b>Somalie</b>	2004–2008:	22 770 000 \$	
	<b>Bosnie-Herzégovine</b>	2002–2004:	1 881 000 \$	<b>Guinée</b>	2002–2006:	11 966 000 \$	<b>Namibie</b>	2002–2005:	2 584 000 \$	<b>Soudan</b>	2002–2006:	23 690 000 \$	
	<b>Botswana</b>	2003–2007:	3 100 000 \$	<b>Guinée-Bissau</b>	2003–2007:	5 124 000 \$	<b>Népal</b>	2002–2006:	21 606 000 \$	<b>Sri Lanka</b>	2002–2006:	3 905 000 \$	
	<b>Brésil</b>	2002–2006:	3 705 000 \$	<b>Guinée équatoriale</b>	2002–2006:	3 269 000 \$	<b>Nicaragua</b>	2002–2006:	4 509 000 \$	<b>Swaziland</b>	2001–2005:	3 295 000 \$	
	<b>Burkina Faso</b>	2001–2005:	19 140 000 \$	<b>Guyana</b>	2001–2005:	3 275 000 \$	<b>Niger</b>	2004–2007:	25 024 000 \$	<b>Tadjikistan</b>	2000–2004:	6 080 000 \$	
	<b>Burundi*</b>	2002–2004:	8 120 000 \$	<b>Haïti*</b>	2002–2006:	9 868 000 \$	<b>Nigéria</b>	2002–2007:	123 706 000 \$	<b>Tchad</b>	2001–2005:	12 204 000 \$	
	<b>Cambodge</b>	2001–2005:	15 583 000 \$	<b>Honduras</b>	2002–2006:	4 260 000 \$	<b>Oman</b>	2001–2003:	1 500 000 \$	<b>Thaïlande</b>	2002–2006:	4 689 000 \$	
	<b>Cameroun</b>	2003–2007:	13 428 000 \$	<b>Îles Caraïbes orientales<sup>2*</sup></b>	2003–2007:	7 500 000 \$	<b>Ouganda</b>	2001–2005:	26 088 000 \$	<b>Timor-Leste</b>	2003–2005:	2 208 000 \$	
	<b>Cap-Vert</b>	2000–2004:	3 115 000 \$	<b>Îles du Pacifique<sup>4</sup></b>	2003–2007:	10 000 000 \$	<b>Ouzbékistan*</b>	2000–2004:	8 607 000 \$	<b>Togo</b>	2002–2006:	8 131 000 \$	
L'UNICEF fournit une aide aux enfants et femmes palestiniens pour la période 2004–2005 dans les pays et territoires suivants : Jordanie (400 000 \$); Liban (700 000 \$); République arabe syrienne (400 000 \$); et Territoire palestinien occupé (1 700 000 \$).	<b>Chili</b>	2002–2004:	1 800 000 \$	<b>Inde</b>	2003–2007:	150 394 000 \$	<b>Pakistan</b>	2004–2008:	61 616 000 \$	<b>Tunisie</b>	2002–2006:	3 329 000 \$	
	<b>Chine</b>	2001–2005:	60 349 000 \$	<b>Indonésie</b>	2001–2005:	25 442 000 \$	<b>Panama</b>	2002–2006:	2 100 000 \$	<b>Turkménistan*</b>	2000–2004:	4 542 000 \$	
	<b>Colombie</b>	2002–2007:	5 075 000 \$	<b>Iraq*</b>	2002–2004:	5 726 717 \$	<b>Papouasie-Nouvelle-Guinée</b>	2003–2007:	5 367 000 \$	<b>Turquie</b>	2001–2005:	4 500 000 \$	
	<b>Comores</b>	2003–2007:	3 399 000 \$	<b>Jamaïque</b>	2002–2006:	3 020 000 \$	<b>Paraguay</b>	2002–2006:	3 380 000 \$	<b>Uruguay</b>	2002–2004:	1 800 000 \$	
	<b>Congo</b>	2004–2008:	4 879 000 \$	<b>Jordanie<sup>3</sup></b>	2003–2007:	3 340 000 \$	<b>Pérou</b>	2001–2005:	4 418 000 \$	<b>Venezuela</b>	2002–2007:	2 935 000 \$	
	<b>Costa Rica</b>	2002–2006:	3 030 000 \$	<b>Kazakhstan*</b>	2000–2004:	4 512 937 \$	<b>Philippines</b>	2004:	2 198 000 \$	<b>Viet Nam</b>	2001–2005:	20 324 000 \$	
	<b>Côte d'Ivoire</b>	2003–2007:	17 663 000 \$	<b>Kenya</b>	2004–2008:	24 659 000 \$	<b>République arabe syrienne<sup>3*</sup></b>	2002–2006:	4 823 000 \$	<b>Yémen*</b>	2002–2006:	19 001 229 \$	
	<b>Cuba</b>	2002–2006:	3 069 000 \$	<b>Kirghizistan*</b>	2000–2004:	4 310 000 \$	<b>Rép. de Moldova</b>	2002–2006:	3 565 000 \$	<b>Zambie*</b>	2002–2006:	18 198 000 \$	
	<b>Djibouti</b>	2003–2007:	3 450 000 \$	<b>Lesotho</b>	2002–2007:	5 579 000 \$	<b>Rép. dém. du Congo</b>	2003–2005:	48 659 000 \$	<b>Zimbabwe*</b>	2000–2004:	9 964 026 \$	
	<b>ECO, CEI et États baltes<sup>1</sup></b>	2003–2005:	3 033 000 \$	<b>Liban<sup>3</sup></b>	2002–2006:	3 035 000 \$							

<sup>1</sup> Comprend la Lettonie et la Lituanie.

<sup>2</sup> Notamment Antigua-et-Barbuda, la Barbade, la Dominique, Grenade, les Îles Turques et Caïques, les Îles Vierges britanniques, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, le Suriname, la Trinité-et-Tobago.

<sup>3</sup> L'UNICEF fournit une aide aux enfants et femmes palestiniens pour la période 2004–2005 dans les pays et territoires suivants : Jordanie (400 000 \$); Liban (700 000 \$); République arabe syrienne (400 000 \$); et Territoire palestinien occupé (1 700 000 \$).

<sup>4</sup> Notamment les Îles Cook, Fidji, Kiribati, les Îles Marshall, Micronésie (États fédérés de), Nauru, Nioué, Palaos, Samoa, les Îles Salomon, Tokélaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

<sup>5</sup> Anciennement République fédérale de Yougoslavie. Comprend la Province du Kosovo.

s'est élevée à 119 millions de dollars. (Voir le tableau « Les vingt gouvernements donateurs en tête de liste en 2003 », page 43.)

Le Royaume-Uni occupe maintenant la deuxième place, avec une contribution totale de 130 millions de dollars, dont 28 millions ont été versés au titre des ressources ordinaires.

Les quatre pays nordiques — la Norvège (à la troisième place en ce qui concerne le montant total des contributions gouvernementales), la Suède (à la quatrième place), le Danemark (à la huitième place) et la Finlande (à la onzième place) — continuent à épauler vigoureusement l'UNICEF, avec des contributions respectives de 113 millions de dollars, 103 millions, 36 millions et 18 millions. En ce qui concerne les contributions aux ressources ordinaires de l'UNICEF, la Norvège a versé 46 millions de dollars et conservé la deuxième place et se classe toujours au premier rang des donateurs lorsqu'on considère la contribution par habitant.

Le Japon se classe à la cinquième place, avec une contribution totale de 101 millions de dollars, dont 23 millions ont été versés au titre des ressources ordinaires.

Parmi les dix premiers gouvernements donateurs, les autres pays ont versé les sommes suivantes : 85 millions de dollars (le Canada, à la sixième place), 74 millions (les Pays-Bas, à la septième place) et 34 millions (l'Italie, à la neuvième place) et 28 millions (l'Australie, à la dixième place), avec des contributions aux ressources ordinaires de, respectivement, 9 millions, 33 millions, 13 millions et 3 millions.

Parmi les organisations intergouvernementales, la contribution la plus élevée aux ressources globales — 31 millions de dollars — a été versée par l'Office humanitaire de la Commission européenne. En 2003, l'UNICEF a entrepris de renforcer le partenariat avec la Commission européenne en vue d'intégrer les secours, le redressement et le développement dans des situations de transition suite aux conflits.

### CONTRIBUTIONS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET DU SECTEUR PRIVÉ

En 2003, les recettes ordinaires provenant des organisations non gouvernementales et du secteur privé se sont élevées à 292 millions de dollars, soit une hausse de 9 millions (3 %) par rapport aux résultats de 2002. En termes réels, cette hausse a été plus importante car les résultats de 2002 incluaient un legs exceptionnel de 56 millions de dollars. Les contributions versées par des donateurs de cette catégorie au titre des autres ressources se sont élevées à 223 millions de dollars en 2003,

soit une hausse de 24 millions de dollars (12 %) par rapport à 2002. Les contributions de cette catégorie proviennent principalement des Comités nationaux pour l'UNICEF, en premier lieu de celui du Japon (118 millions de dollars), suivi de ceux de l'Allemagne (85 millions), des Pays-Bas (45 millions), de l'Italie (50 millions) et de la France (38 millions).

En 2003, l'UNICEF a continué d'entretenir de fructueuses relations avec de grandes fondations, notamment la Fondation Bill & Melinda Gates, la Fondation pour les Nations Unies, Rotary International et la Fondation Hilton, recueillant ainsi près de 31 millions de dollars. L'UNICEF a continué à administrer l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination/le Compte d'affectation spéciale pour les vaccins et est l'un des quatre coprésidents du Groupe de mobilisation contre la polio, dont l'objectif est de réunir et d'exploiter des ressources en vue de combattre la polio, dans le cadre d'un partenariat avec Rotary International, l'Organisation mondiale de la Santé et la Fondation pour les Nations Unies. Environ 125 millions de dollars ont été obtenus dans le cadre de ce partenariat, 85 millions de dollars supplémentaires étant versés directement aux pays où la polio est endémique par un certain nombre de donateurs, y compris la Banque mondiale et la Commission européenne.



## CONTRIBUTION PAR HABITANT À L'UNICEF RAPPORTÉE AU REVENU PAR HABITANT

Pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques

Donateurs	En dollars des E.-U. Total pour 2003	En dollars des E.-U. Contribution par habitant à l'UNICEF	En dollars des E.-U. RNB par habitant
États-Unis	341 800 926	1,17	35 060
Japon	220 294 008	1,73	33 550
Royaume-Uni	150 798 300	2,55	25 250
Pays-Bas	119 206 976	7,44	23 960
Norvège	114 769 186	25,43	37 850
Suède	110 408 944	12,45	24 820
Canada	101 179 817	3,24	22 300
Allemagne	91 909 193	1,12	22 670
Italie	83 168 985	1,45	18 960
France	50 033 691	0,84	22 010
Danemark	40 509 812	7,57	30 290
Suisse	32 030 203	4,47	37 930
Australie	31 548 066	1,61	19 740
Espagne	28 758 746	0,70	14 430
Finlande	23 863 444	4,59	23 510
Irlande	20 321 099	5,20	23 870
Belgique	17 363 841	1,69	23 250
Grèce	12 513 118	1,14	11 660
Portugal	5 327 816	0,53	10 840
Nouvelle-Zélande	5 029 733	1,31	13 710
Autriche	4 121 597	0,51	23 390
Luxembourg	3 459 650	7,74	38 830

### SOURCES :

- Montant des revenus en 2003 provenant de l'UNICEF
- Le montant des contributions est fondé sur les chiffres de 2002 de la Division de la population des Nations Unies
- RNB par habitant en 2002 — Banque mondiale

# DÉPENSES

La Directrice générale autorise les dépenses nécessaires à la mise en œuvre des recommandations approuvées par le Conseil d'administration au titre de l'assistance aux programmes. Le rythme des décaissements dans un pays donné dépend de la vitesse d'exécution des programmes.

En 2003, les dépenses de l'UNICEF, sommes passées par pertes et profits comprises, se sont élevées à 1 480 millions de dollars, soit une hausse de 207 millions de dollars par rapport aux 1 273 millions de dollars de 2002. Sur ce total, 1 382 millions de dollars, soit 93 %, ont été consacrés aux programmes de coopération avec les pays (1 227 millions au titre de l'assistance directe aux programmes et 155 millions au titre de l'appui aux programmes), 87 millions (6 %) à la gestion et à l'administration de l'organisation et environ 11 millions (1 %) aux sommes passées par pertes et profits et autres dépenses. (Voir le diagramme ci-dessous « Aide directe aux programmes de l'UNICEF, par priorité, 2003 ».)

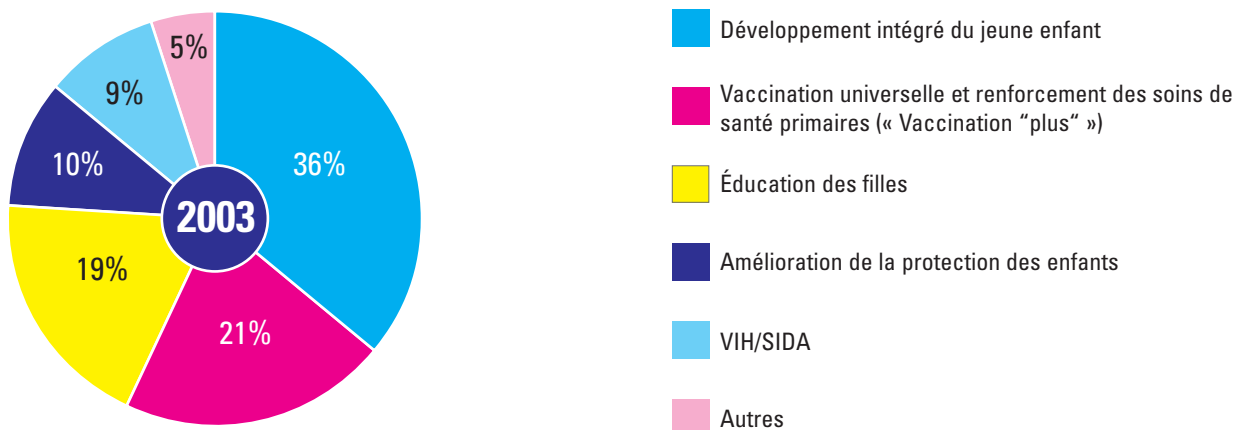
## BUDGET D'APPUI BIENNAL 2002-2003

En 2001, le Conseil d'administration de l'UNICEF a approuvé un budget d'appui biennal de 477,9 millions de dollars

pour l'exercice 2002-2003. En 2003 un crédit budgétaire supplémentaire de 8 millions a été approuvé pour tenir compte de l'inflation et prendre en charge les dépenses supplémentaires relatives à la sécurité. L'UNICEF a continué à privilégier l'excellence en matière de gestion et l'objectif consistant à maximiser les ressources affectées aux programmes, en rationalisant les activités du siège et en mettant l'accent sur la réduction des coûts des activités autres que les programmes.

Le budget d'appui comprend deux catégories : 1) assistance aux programmes des bureaux de pays et des bureaux régionaux et prise en charge d'une petite partie des opérations du siège liées à la mise au point et à l'exécution des programmes; et 2) gestion et administration, couvrant les fonctions de direction générale, politique organisationnelle, relations extérieures et gestion de l'information, ainsi que d'administration des ressources financières et humaines assumées par le siège. Exprimée en pourcentage de l'ensemble des ressources, la part de la gestion et de l'administration est restée stable et représente 6 % du montant total des dépenses.

## AIDE DIRECTE AUX PROGRAMMES DE L'UNICEF, PAR PRIORITÉ, 2003\*



\*À l'exclusion de l'appui aux programmes.

## LES 20 PREMIERS GOUVERNEMENTS DONATEURS POUR LEUR CONTRIBUTION AUX RESSOURCES ORDINAIRES DE L'UNICEF, 2003

(en milliers de dollars des États-Unis)

Gouvernements	Contributions aux ressources ordinaires	Contributions aux autres ressources	Montant total des contributions
États-Unis	119 220	168 907	288 127
Norvège	46 180	66 609	112 788
Suède	36 294	66 680	102 974
Pays-Bas	32 734	41 304	74 038
Royaume-Uni	27 773	102 311	130 084
Danemark	26 890	8 909	35 800
Japon	23 400	77 593	100 993
Finlande	13 578	4 777	18 355
Suisse	13 333	3 547	16 880
Italie	12 571	21 098	33 669
Canada	9 184	76 099	85 282
France	8 570	3 414	11 984
Irlande	8 351	9 624	17 975
Allemagne	5 803	1 589	7 392
Australie	3 030	24 541	27 571
Belgique	2 856	7 127	9 983
Espagne	2 170	1 083	3 253
République de Corée	2 100	4 810	6 910
Arabie saoudite	2 000	50	2 050
Nouvelle-Zélande	1 202	2 912	4 114

## LES 20 PREMIERS COMITÉS NATIONAUX DONATEURS POUR LEUR CONTRIBUTION AUX RESSOURCES ORDINAIRES DE L'UNICEF, 2003

(en milliers de dollars des E.-U.)

Comités pour l'UNICEF	Contributions aux ressources ordinaires	Contributions aux autres ressources	Montant total des contributions
Japon	99 181	19 120	118 301
Allemagne	50 479	34 038	84 517
Pays-Bas	39 072	6 097	45 169
Italie	38 795	10 705	49 500
France	28 444	9 606	38 049
Espagne	16 086	9 420	25 506
Grèce	11 447	459	11 906
États-Unis	10 068	24 827	34 896
Suisse	8 849	6 301	15 150
Canada	7 960	1 927	9 887
République de Corée	6 079	1 354	7 432
Belgique	5 677	1 704	7 381
Royaume-Uni	4 754	15 960	20 714
Portugal	4 593	440	5 033
Suède	4 545	2 890	7 435
Finlande	4 171	1 337	5 508
Hong Kong	4 118	2 831	6 949
Danemark	3 188	1 522	4 710
Autriche	2 312	519	2 831
Irlande	1 346	1 000	2 346

## MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2003<sup>1</sup>

PAYS, ZONES ET TERRITOIRES	CONTRIBUTIONS GOUVERNEMENTALES		CONTRIBUTIONS DU SECTEUR PRIVÉ				TOTAL
	Ressources ordinaires	Autres ressources <sup>2</sup>	Comités nationaux		Autres contributions		
			Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	
Afrique du Sud	24 615	77 430			67 038	19 947	189 031
Algérie	20 000						20 000
Allemagne	5 803 276	1 589 086	50 478 565	34 038 266			91 909 193
Andorre	19 253	112 789	149 682	144 360			426 083
Angola	2 000						2 000
Arabie saoudite	2 000 013	50 000			(288 155)	32 209	1 794 066
Argentine					74 634	1 209 579	1 284 212
Arménie	7 000						7 000
Australie	3 030 300	24 540 864	1 056 912	2 919 990			31 548 066
Autriche	1 093 569	196 629	2 311 986	519 413			4 121 597
Bahamas	1 600						1 600
Bangladesh						604	604
Barbade	4 000						4 000
Belgique	2 855 903	7 127 217	5 676 807	1 703 915			17 363 841
Belize	50 000						50 000
Bhoutan	14 700						14 700
Bolivie		435 664				5 114	440 777
Brésil					1 481 804	4 789 324	6 271 128
Bulgarie	2 610		(38 159)				(35 550)
Cameroun	13 888						13 888
Canada	9 183 645	76 098 601	7 959 918	1 926 986		2 436 156	97 605 306
Cap-Vert	1 500					-	1 500
Chili	62 000				50 490	217 185	329 675
Chine	1 167 050				83 449	316 003	1 566 503
Chypre					426 962		426 962
Colombie					222 790	894 079	1 116 869
Costa Rica	9 257					111	9 368
Côte d'Ivoire		75 985					75 985
Croatie	1 000				222 678	62 757	286 435
Cuba	10 000						10 000
Danemark	26 890 200	8 909 336	3 188 480	1 521 796			40 509 812
Djibouti	1 000						1 000
Égypte						246	246
El Salvador	26 000						26 000
Émirats arabes unis	200 000						200 000
Équateur					136 018	312 565	448 582
Espagne	2 169 896	1 083 150	16 085 500	9 420 200			28 758 746
Estonie	20 016	40	22 340				42 396
États-Unis	119 220 000	168 906 600	10 068 446	24 827 226			323 022 272
Éthiopie	50 018						50 018
Fédération de Russie	500 000					15 395	515 395

## MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2003<sup>1</sup>

PAYS, ZONES ET TERRITOIRES	CONTRIBUTIONS GOUVERNEMENTALES		PRIVATE SECTOR CONTRIBUTIONS				TOTAL
	Ressources ordinaires	Autres ressources <sup>2</sup>	National Committees		Other Contributions		
			Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	
Finlande	13 578 189	4 776 889	4 171 397	1 336 969			23 863 444
France	8 570 025	3 414 242	28 443 870	9 605 554			50 033 691
Gabon						3 411	3 411
Gibraltar						20 890	20 890
Grèce	300 000	307 369	11 446 856	458 893			12 513 118
Guyana	3 074						3 074
Honduras	24 197	185 000					209 197
Hong Kong			4 118 293	2 830 597			6 948 890
Hongrie			488 002	70 300			558 302
Indonésie	100 000				137 457	329 282	566 739
Iran (République islamique d')	53 500				179 705		233 205
Iraq						200	200
Irlande	8 350 720	9 624 013	1 346 367	1 000 000			20 321 099
Islande	133 367		32 967				166 335
Israël	120 000		19 276				139 276
Italie	12 571 460	21 097 762	38 794 578	10 705 185			83 168 985
Japon	23 400 000	77 593 066	99 181 175	19 120 237			219 294 478
Jordanie	14 124						14 124
Kazakhstan		10 000					10 000
Kenya					(2 498)		(2 498)
Lesotho	3 526						3 526
Lettonie			4 366				4 366
Liban					58 449	(6 468)	51 981
Liechtenstein	7 692	2 417					10 110
Lituanie		31 791	12 423				44 214
Luxembourg	675 637	914 622	1 130 019	739 371			3 459 650
Macédoine, ex-République Yougoslave de	2 500						2 500
Madagascar		160 734					160 734
Maldives	7 500						7 500
Mali	17 400						17 400
Malte					3 586		3 586
Maroc	4 393				140 946	27 428	172 767
Maurice	9 458						9 458
Mexique	214 000	36 707			(117 685)	984 086	1 117 108
Monaco	25 000				59 115		84 115
Mongolie	11 000						11 000
Myanmar	1 933						1 933
Namibie	1 000					96 968	97 968
Nicaragua	5 000					2 802	7 802

## MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2003<sup>1</sup>

PAYS, ZONES ET TERRITOIRES	CONTRIBUTIONS GOUVERNEMENTALES		CONTRIBUTIONS DU SECTEUR PRIVÉ				TOTAL
	Ressources ordinaires	Autres ressources <sup>2</sup>	Comités nationaux		Autres contributions		
			Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	
Nigéria					207 829	75 338	283 166
Norvège	46 179 758	66 608 524	1 091 496	889 409			114 769 186
Nouvelle-Zélande	1 202 190	2 912 201	708 623	206 719			5 029 733
Oman	55 000	88 350				38 669	182 018
Pakistan	36 378					35 817	72 195
Panama	8 025	300 000			55 595	30 134	393 754
Paraguay					11 478	10 822	22 300
Pays-Bas	32 734 125	41 304 266	39 071 981	6 096 604			119 206 976
Pérou					92 291		92 291
Philippines	44 502				100 077	507 207	651 786
Pologne	20 000		(125 310)				(105 310)
Portugal	170 000	124 871	4 592 563	440 382			5 327 816
Qatar	10 000						10 000
République arabe syrienne	5 756					1 101	6 857
République de Corée	2 100 000	4 810 000	6 078 715	1 353 750			14 342 465
République de Moldova	150						150
République dominicaine					40 454		40 454
République populaire démocratique lao	5 350						5 350
République tchèque	185 850	33 330	273 381	55 080			547 641
Roumanie	12 180						12 180
Royaume-Uni	27 773 495	102 310 529	4 754 326	15 959 950			150 798 300
Saint-Marin			5 365				5 365
Samoa	1 070						1 070
Sénégal					78 847	199	79 046
Serbie-et-Monténégro					318 346		318 346
Singapour	50 000				46 500		96 500
Slovaquie	11 521		116 985	8 601		19 846	156 953
Slovénie	21 466	72 143	963 558	208 337			1 265 505
Sri Lanka	15 485	226 564					242 049
Suède	36 294 000	66 679 956	4 544 733	2 890 255			110 408 944
Suisse	13 333 320	3 546 624	8 848 991	6 301 267			32 030 203
Thaïlande	208 826				134 478	2 092 078	2 435 383
Trinité-et-Tobago	3 882						3 882
Tunisie	41 754				122 942	22 410	187 106
Turquie	119 998	100 000	409 780	325 000			954 778
Uruguay					50 167	66 149	116 316
Venezuela					143 751	205 972	349 723
Viet Nam	27 418					2 731	30 149
Zimbabwe						153	153
Ressources diverses	(136)				1 247 144		1 247 008

## MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2003<sup>1</sup>

PAYS, ZONES ET TERRITOIRES	CONTRIBUTIONS GOUVERNEMENTALES		CONTRIBUTIONS DU SECTEUR PRIVÉ				TOTAL
	Ressources ordinaires	Autres ressources <sup>2</sup>	Comités nationaux		Autres contributions		
			Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>403 330 365</b>	<b>696 475 361</b>	<b>357 485 253</b>	<b>157 624 613</b>	<b>5 612 687</b>	<b>14 852 494</b>	<b>1 635 380 773</b>
<b>Donateurs intergouvernementaux, non gouvernementaux et du système des Nations Unies</b>							
<b>AGFUND</b>		40 000					40 000
<b>Alliance mondiale pour une meilleure nutrition (GAIN)</b>						63 566	63 566
<b>Banque asiatique de développement</b>		125 000					125 000
<b>Banque mondiale</b>						977 480	977 480
<b>Centre de recherches pour le développement international</b>						3 574 511	3 574 511
<b>Columbia University New York</b>						1 703 774	1 703 774
<b>Comité international de la Croix-Rouge (CICR)</b>						578 250	578 250
<b>Conférence mondiale des religions pour la paix</b>						300 000	300 000
<b>Conrad N. Hilton Foundation</b>						587 000	587 000
<b>Conseil de la Banque européenne de développement</b>		360 000					360 000
<b>Département des opérations de maintien de la paix (ONU)</b>						242 432	242 432
<b>Enfants Du Monde</b>						414 010	414 010
<b>Fondation pour les Nations Unies, Inc.</b>						11 266 512	11 266 512
<b>Fonds de l'OPEP</b>		400 000					400 000
<b>Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)</b>						153 337	153 337
<b>Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine</b>						3 484 361	3 484 361
<b>Fonds pour les vaccins (GAVI)</b>						2 503 200	2 503 200
<b>Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)</b>						130 988	130 988
<b>Office d'aide humanitaire de la Commission européenne</b>		30 933 228					30 933 228

# MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2003<sup>1</sup>

PAYS, ZONES ET TERRITOIRES	CONTRIBUTIONS GOUVERNEMENTALES		CONTRIBUTIONS DU SECTEUR PRIVÉ				TOTAL
	Ressources ordinaires	Autres ressources <sup>2</sup>	Comités nationaux		Autres contributions		
			Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	Ressources ordinaires <sup>3</sup>	Autres ressources <sup>2</sup>	
Organisation mondiale de la Santé (OMS)					642 684		642 684
Plan International					65 000		65 000
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA					16 928 229		16 928 229
Programme de technologies sanitaires appropriées (PATH)					2 718 168		2 718 168
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)					377 722		377 722
Rotary International					4 350 000		4 350 000
Tetsuko Kuroyanagi, Japon					999 530		999 530
Union européenne		9 616 749					9 616 749
Divers <sup>4</sup>	134 781				37 579	832 259	1 004 618
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>134 781</b>	<b>41 474 977</b>			<b>37 579</b>	<b>52 893 013</b>	<b>94 540 349</b>
Ajustements des recettes par rapport aux années précédentes <sup>5</sup>	(8 488)	(5 299 261)			2 174 215	(1 934 228)	(5 067 762)
Autres recettes							36 960 231
Moins le coût des marchandises livrées et autres dépenses <sup>7</sup>							(73 682 151)
<b>TOTAL DES CONTRIBUTIONS</b>							<b>1 688 131 440</b>
Moins les postes correspondant aux dépenses d'appui biennales							(8 386 430)
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							<b>1 679 745 010</b>

## NOTES :

- 1 Toutes les contributions sont exprimées en dollars des États-Unis; les sommes ont été arrondies.
- 2 Y compris les fonds affectés aux programmes d'urgence.
- 3 Y compris les recettes de la Division du secteur privé.
- 4 Lorsque la provenance n'est pas précisée, les recettes diverses consistent essentiellement en recettes du secteur privé.
- 5 Les recettes diverses consistent essentiellement en recettes d'ONG.
- 6 Y compris les remboursements et les ajustements de recettes effectués au cours des années précédentes.
- 7 Coût des marchandises livrées et des autres dépenses de fonctionnement de la Division du secteur privé à l'exclusion des commissions retenues par les partenaires commerciaux.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNICEF

*du 1er janvier au 31 décembre 2004*

L'UNICEF est géré par un Conseil d'administration composé de 36 membres. Cet organe intergouvernemental établit les politiques, approuve les programmes et prend des décisions relatives aux plans administratifs et financiers, ainsi qu'aux budgets. Ses membres sont élus par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies et siègent généralement pendant trois ans.

### MEMBRES DU BUREAU POUR 2004

#### Président :

S.E. M. Lebohang K. Moleko (Lesotho)

#### Vice-Présidents:

M. Mehdi Mirafzal (République islamique d'Iran)

S.E. M. Vsevolod Grigore (République de Moldova)

S.E. M. Eduardo J. Sevilla Somoza (Nicaragua)

Mme Diana Rivington (Canada)

### MEMBRES DU CONSEIL

Mandats expirant le :

**31 décembre 2004** : Chine, Équateur, Espagne, Fédération de Russie, Irlande, Jamaïque, Lesotho, Luxembourg, Népal, Slovaquie, Suisse

**31 décembre 2005** : Canada, Érythrée, États-Unis d'Amérique, France, Ghana, Inde, Nicaragua, Pérou, République de Moldova, République islamique d'Iran, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

**31 décembre 2006** : Algérie, Autriche, Bangladesh, Bélarus, Burundi, Danemark, Djibouti, El Salvador, Italie, Liban, Malawi, Myanmar, Sénégal, Suède



# L'UNICEF DANS LE MONDE

## SIÈGE ET BUREAUX RÉGIONAUX

Siège, New York (États-Unis)  
Bureau régional pour l'Europe, Genève (Suisse)  
Bureau régional de l'Europe centrale et orientale, de la Communauté d'États indépendants et des États baltes, Genève (Suisse)  
Bureau régional de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, Nairobi (Kenya)  
Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, Abidjan (Côte d'Ivoire)  
Bureau régional des Amériques et des Caraïbes, Panama (Panama)  
Bureau régional de l'Asie orientale et du Pacifique, Bangkok (Thaïlande)  
Bureau régional du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Amman (Jordanie)  
Bureau régional de l'Asie du Sud, Katmandou (Népal)  
Division des approvisionnements, Copenhague (Danemark)  
Centre de recherche Innocenti, Florence (Italie)  
Bureau de Bruxelles (Belgique)  
Bureau pour le Japon, Tokyo (Japon)

## COMITÉS NATIONAUX POUR L'UNICEF

ALLEMAGNE	GRÈCE
ANDORRE	HONG KONG
AUSTRALIE	HONGRIE
AUTRICHE	IRLANDE
BELGIQUE	ISLANDE
CANADA	ISRAËL
CORÉE	ITALIE
DANEMARK	JAPON
ESPAGNE	LETTONIE
ESTONIE	LITUANIE
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	LUXEMBOURG
FINLANDE	NORVÈGE
FRANCE	NOUVELLE-ZÉLANDE

## BUREAUX EXTÉRIEURS

**Amériques et Caraïbes**  
Antigua-et-Barbuda  
Argentine  
Barbade  
Belize  
Bolivie  
Brésil  
Chili  
Colombie  
Costa Rica  
Cuba  
Dominique  
El Salvador  
Équateur  
Grenade  
Guatemala  
Guyana  
Haïti  
Honduras  
Îles Turques et Caïques  
Îles Vierges britanniques  
Jamaïque  
Mexique  
Montserrat  
Nicaragua  
Panama  
Paraguay  
Pérou  
République dominicaine  
Saint-Kitts-et-Nevis  
Sainte-Lucie



Saint-Vincent-et-les-  
Grenadines  
Suriname  
Trinité-et-Tobago  
Uruguay  
Venezuela

**Europe centrale et  
orientale, Communauté  
d'États indépendants et  
États baltes**

Albanie  
Arménie  
Azerbaïdjan  
Biélorus  
Bosnie-Herzégovine  
Bulgarie  
Croatie  
Ex-République yougoslave  
de Macédoine  
Fédération de Russie  
Géorgie  
Kazakhstan  
Kirghizistan  
Lettonie  
Lituanie  
Ouzbékistan  
République de Moldova  
Roumanie  
Serbie-Monténégro  
Tadjikistan  
Turkménistan  
Turquie  
Ukraine

**Asie orientale et Pacifique**

Cambodge  
Chine  
Fidji  
Îles Cook  
Îles Marshall

Îles Salomon  
Indonésie  
Kiribati  
Malaisie  
Micronésie (États  
fédérés de)  
Mongolie  
Myanmar  
Nauru  
Nioué  
Palaos  
Papouasie-Nlle-Guinée  
Philippines  
République démocratique  
populaire lao  
République populaire  
démocratique de Corée  
Samoa  
Thaïlande  
Timor-Leste  
Tokélaou  
Tonga  
Tuvalu  
Vanuatu  
Viet Nam

**Afrique de l'Est et Afrique  
australe**

Afrique du Sud  
Angola  
Botswana  
Burundi  
Comores  
Érythrée  
Éthiopie  
Kenya  
Lesotho  
Madagascar  
Malawi  
Maurice

Mozambique  
Namibie  
Ouganda  
Rwanda  
Seychelles  
Somalie  
Swaziland  
République-Unie de  
Tanzanie  
Zambie  
Zimbabwe

**Moyen-Orient et Afrique  
du Nord**

Algérie  
Arabie saoudite  
Bahreïn  
Djibouti  
Égypte  
Émirats arabes unis  
Iran (République  
islamique d')

Iraq  
Jamahiriya arabe libyenne  
Jordanie  
Koweït  
Liban  
Maroc  
Oman  
Qatar  
République arabe syrienne  
Soudan  
Territoire palestinien  
occupé  
Tunisie  
Yémen

Asie du Sud  
Afghanistan  
Bangladesh  
Bhoutan  
Inde

Maldives  
Népal  
Pakistan  
Sri Lanka

**Afrique de l'Ouest et  
Afrique centrale**

Bénin  
Burkina Faso  
Cameroun  
Cap-Vert  
Congo  
Côte d'Ivoire  
Gabon  
Gambie  
Ghana  
Guinée  
Guinée-Bissau  
Guinée équatoriale  
Libéria  
Mali  
Mauritanie  
Niger  
Nigéria  
République centrafricaine  
République démocratique  
du Congo  
Sao Tomé-et-Principe  
Sénégal  
Sierra Leone  
Tchad  
Togo

# L'UNICEF EN QUELQUES CHIFFRES

L'UNICEF a été fondé en 1946 au sein du système des Nations Unies.

Présents dans 158 pays et territoires en 2003, nous sommes le principal défenseur des droits de l'enfant dans le monde.

Nous employons 7 200 personnes. Près de 9 employés sur 10 travaillent sur le terrain.

Nos efforts de mobilisation et nos collectes de fonds bénéficient du soutien de 37 Comités nationaux pour l'UNICEF.

L'UNICEF est entièrement financé par des contributions volontaires, dont la plus grande partie provient des gouvernements.

Les trois premiers gouvernements donateurs (en 2003) sont les États-Unis, le Royaume-Uni et la Norvège.

Les trois premiers pays donateurs (en 2003) par rapport au nombre d'habitants, en tenant compte de toutes les contributions, sont la Norvège, la Suède et le Luxembourg.

Les États-Unis, la Norvège et la Suède sont les trois premiers gouvernements donateurs (en 2003) pour les ressources ordinaires de l'UNICEF.

L'UNICEF a obtenu le prix Nobel de la paix en 1965, et a également partagé ce prix en 2001 avec les Nations Unies et le Secrétaire général de l'ONU, Kofi A. Annan.

Crédit photos : (Couverture) © UNICEF/HQ00-0578/Noorani; (Page 2) © UNICEF/HQ03-0123/Markisz; (Page 3) © UNICEF/HQ03-0222/Noorani; (Page 4) © UNICEF/HQ97-0202/Prout; (Page 6) © UNICEF/HQ03-0019/Noorani; (Page 7) © UNICEF WCARO/Page; (Page 8) © UNICEF/HQ02-0008/Bronstein; (Page 10) © UNICEF/HQ01-0126/LeMoyné; (Page 11) © UNICEF Serbie et Monténégro/Jovanovic; (Page 12) © UNICEF Bolivie/2003/Cuellar; (Page 14) © UNICEF/HQ00-0867/LeMoyné; (Page 15) © UNICEF GRO/2003/Seidel; (Page 16) © UNICEF Mozambique/Pirozzi; (Page 18) © UNICEF/HQ02-0320/Pirozzi; (Page 19) © UNICEF/HQ03-0393/Vitale; (Page 20) © UNICEF/HQ03-0350/LeMoyné; (Page 22) © UNICEF/HQ01-0301/Noorani; (Page 23) © UNICEF Jamaïque/Alsbirk; (Page 24) © UNICEF/HQ01-0067/Brandt; (Page 26) © UNICEF/HQ99-0504/Horner; (Page 27) © UNICEF/HQ98-0818/Horner; (Page 29) © UNICEF Angola/2004/Elder; (Page 30) © UNICEF Australie/2003/Sheargold; (Page 35, de haut en bas) © UNICEF/HQ03-0333/LeMoyné, © UNICEF/HQ03-0414/Markisz, © UNICEF/HQ03-0404/Markisz; (Page 36) © UNICEF/HQ99-0501/Horner; (Page 40) © UNICEF/HQ03-0460/Noorani; (Pages 50-51, de gauche à droite) © UNICEF/HQ99-0342/Horner, © UNICEF/HQ97-0526/Murray-Lee, © UNICEF/HQ99-0965/Holmes, © UNICEF/HQ00-0740/Pirozzi, © UNICEF/HQ03-0106/Noorani, © UNICEF/HQ99-0625/Pirozzi, © UNICEF/HQ02-0265/Pirozzi.

**Fonds des Nations Unies  
pour l'enfance**  
Division de la communication  
3 United Nations Plaza  
New York, NY 10017, États-Unis

pubdoc@unicef.org  
[www.unicef.org/french](http://www.unicef.org/french)

© Le Fonds des Nations Unies  
pour l'enfance (UNICEF)  
Juillet 2004